

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.
Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

Journal des Palestiniens

N° 172 21-04 au 02-05

Par M.Lemaire

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne
ea : Afp- ats - Ap - Reuters- XINHUANET, ainsi que les sources d'informations de la résistance & IPC
Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site <http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :

fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à mes yeux) :

21-04 au 02-05 : Peuple Palestinien : 10 tués - 34 blessés

Occupants : 0 tués - 1 blessé

Sommaire :

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

6 Les brèves

6-1 Le cabinet israélien décide d'accélérer la construction du "mur" composée de barbelés, fossés, routes, clôtures électroniques et de murs de bétons dont certains atteignent neuf mètres de haut.

6-2 Mr Wolfensohn remet en question la décision des puissances internationales de suspendre leurs aides au gouvernement palestinien.

6-3 James Wolfensohn dénonce l'arrêt des aides aux Palestiniens

6-4 Chirac : "Nous appelons le Hamas à comprendre que la voie de la violence est sans issue

6-5 Point de vue de Xavier Yvon : Le 31^e gouvernement d'Israël va voir le jour
6-6 Les écologistes s'inquiètent pour le Jourdain
6-7 Marc-Antoine Coppo : Commentaire sur la mise au point de la rédaction du Monde diplomatique.
6-8 CAPJPO-EuroPalestine : Des sanctions contre Israël !
6-9 Coupure de presse
1 Point de vue de Arafat Hijazi, Al-Destour.
7 Dossier

7-1 Logique d'annexion
7-2 Point de vue de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne : "L'arrêt de l'aide européenne n'est pas justifié et il y a urgence"
7-3 Point de vue de James Petras : La tyrannie israélienne sur les États-Unis "
7-4 Point de vue de Joseph Algazy : Le "flou nucléaire" israélien
8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 E.colonna - Publié sur CCIPPP : Campagne pour exclure Israël de la FIFA : Pétition.
8-2 De Mghys : Ne laissons pas la Suède toute seule.

9 Annexe
9-1 UJPA- 1er mai de résistance et de lutte

1 Politique Palestinienne

Résistance

22-04

Le Mufti d'Al Quds, cheikh Ekrima Sabri a appelé les habitants de Jérusalem à résister à la politique coloniale israélienne visant à les obliger à quitter leur ville pour la judaïser ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8574.shtml

01-05

BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights a indiqué que les Palestiniens commémoreraient le 58^{ème} anniversaire du Nakba , en mettant en avant "le déplacement obligatoire continu qui dépend de la stratégie israélienne de la saisie des terres ...

<http://french.wafa.ps/body.asp?id=1198>

Analyse

23-04

'Ami Ayaloun, l'ancien président du service de la sécurité sioniste Chabak, a clairement avoué l'échec des frappes militaires pratiquées par les autorités de l'occupation sioniste contre le mouvement de la résistance islamique Hamas.

A titre d'exemple, l'assassinat, l'enfermement et l'expulsion de ses leaders n'a fait jusque là qu'augmenter sa popularité dans la rue palestinienne ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8710.shtml

23-04

Dans un enregistrement sonore diffusé par Al-Jazira, Ben Laden, adénonce la mise à l'écart par les pays occidentaux du gouvernement palestinien dirigé par le Hamas,

"Leur rejet du Hamas après sa victoire aux élections confirme que leur guerre est une guerre de croisés et de sionistes contre les musulmans", Selon Al-Jazira, Ben Laden a appelé à un boycott des produits américains et de ceux des pays européens qui ont soutenus les positions fascistes du Danemark Al Jazira a également affirmé que l'auteur de ce message avait défendu l'idée d'un choc de civilisations entre le monde musulman et l'Occident et s'en était vivement pris au roi Abdallah

d'Arabie saoudite pour avoir renié un tel choc.
(afp- 17h37)

02-05

Le Hamas analyse : les USA commet une erreur stratégique en essayant d'exclure le nouveau gouvernement palestinien, ce qui va entraîner au déclenchement d'une troisième Intifada plus violente ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8754.shtml

1-1 Processus de paix<= /SPAN>

02-05

Le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré hier lundi à Amman que la partie palestinienne était prête à négocier avec le gouvernement israélien sur la base du plan de paix de la Feuille de route, élaboré et soutenu par le Quartet et la communauté internationale ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15709

1-2 Les analyses

22-04

Nasser Al Din Al sha'er, vice premier ministre, a affirmé que Khaled Masha'l, le Politburo exilé du Hamas à Damas, ne représente pas le gouvernement palestinien mais le mouvement du Hamas et il y ait une séparation entre le mouvement du Hamas et le gouvernement ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15502

1-3 Sur le terrain

20-04

Khaled Abou Hilal, porte-parole de Saïd Siyam, ministre de l'Intérieur, a annoncé que la nouvelle force de sécurité comprendrait "des membres de toutes les branches de la résistance" et serait placé sous les ordres directs du ministre Siyam.

AP

20-04

Saïd Siyam a nommé par décret Jamal Abou Samhadana, chef des Comités de résistance populaire, au poste de directeur général du ministère ou il supervisera les divers services du ministère de l'Intérieur, y compris la nouvelle force de sécurité.

AP

21-04

Mahmoud Abbas a publié un décret annulant les deux décisions du cabinet Hamas créant une nouvelle force de sécurité et nommant à un poste clé un résistant considéré par Israël et les Usa comme l'incarnation de la résistance à l'ennemi...

M. Abbas a estimé que les décisions du ministre de l'Intérieur, Saïd Siam, étaient "illégalles et anticonstitutionnelles", assurant que M. Siam avait outrepassé ses "prérogatives".

AP

21-04

Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas a accusé sans le nommer Mr. Abbas de "comploter" contre son gouvernement avec l'aide des Etats-Unis et d'Israël, dans le but de réintégrer le pouvoir : "Ce qui se passe en Palestine est une politique exécutée par un gouvernement parallèle, un contre-gouvernement qui nous prive de nos prérogatives et des droits de notre peuple. Il s'agit d'un complot", Ils exécutent un plan préétabli visant à nous défaire" cependant "Le jour n'est pas venu de les dévoiler et de les dénoncer", "Ceux qui estiment que l'échec de ce gouvernement leur permettra de

réintégrer le pouvoir sur un tapis rouge israélo-américain se trompent. Seul le chemin des urnes conduit légitimement au pouvoir" a rappelé Khaled Mechaal.

"Le coup d'Etat militaro-sécuritaire soutenu par les sionistes et les Américains ne réussira pas et le peuple palestinien mettra le complot en échec""Ce qui nous attriste est le fait que l'Europe, qui connaît bien la région, s'est alignée sur l'Amérique et Israël" a-t-il conclu.

Il a réaffirmé que le gouvernement palestinien avait le "droit de former une force armée de volontaires qui ne perçoivent ni salaire ni rémunération".

a enfin dit M. Mechaal.

(Afp- 23h39)

22-04

Des accrochages ont opposé des partisans du Hamas et du Fatah, alors que des représentants des deux parties tentent de résoudre un différend sur le contrôle de la sécurité dans le territoire.

15 personnes ont été légèrement blessées.

(Reuters)

22-04

Le gouvernement palestinien, et le Fatah tenaient samedi soir une "réunion d'urgence", ont indiqué des sources des deux formations.

Mahar Mekdad, porte-parole du Fatah, a déclaré que les représentants des deux parties "étaient convenus d'inviter leur peuple à en finir avec toute forme de tension et de consolider l'unité nationale."

"Les deux mouvements sont convenus d'appeler" tous les Palestiniens à s'abstenir "de toute manifestation qui pourrait conduire à des tensions"

(ats -05:47 & afp- 18h57)

22-04

Qualifiant ces développements d'"injustifiés", Khaled Mechaal a appelé samedi les Palestiniens au "calme" et au règlement des différends par "le dialogue national sérieux et l'unité face aux pressions étrangères, et non par le recours aux armes dans les rues".

Affirmant que ses propos la veille avaient été "mal interprétés", il a dit que le Hamas "respectait" la présidence de l'Autorité palestinienne mais souligné que "les prérogatives du gouvernement" devaient également être "respectées". Il a plaidé pour "la coopération" entre la présidence et le cabinet dirigé par le Hamas "dans l'intérêt national".

(Reuters)

22-04

Ghazi Hamad, porte-parole du gouvernement a déclaré que le gouvernement "exprimait ses profonds regrets devant les tensions et les manifestations et rejetait toute forme d'incitation à la violence".

Il a dit que des représentants du Hamas et du Fatah poursuivraient leurs pourparlers sous la médiation des autorités égyptiennes.

Le gouvernement a appelé à "régler les différends par le dialogue". Le cabinet "refuse toutes les formes de provocation de quelque partie que ce soit et appelle à serrer les rangs et à protéger l'unité nationale", a affirmé son porte-parole Ghazi Hamad.

(Reuters)

22-04

Mahmoud Abbas : "Nous préférons régler cette question par les canaux politiques, calmement", "Il est important que les choses ne s'enveniment pas plus sur la scène palestinienne car elle ne supportera pas de plus grandes tensions"

(Reuters)

24-04

Le chef du Fatah, Farouk Kaddoumi, a lancé une mise en garde contre "les dissensions" entre palestiniens, et appelle à l'unité dans les rangs palestiniens et invite toutes les parties à "éviter l'escalade" en s'abstenant de recourir aux armes pour cela il exhorte les Palestiniens à "privilégier le dialogue constructif pour sauver (la) patrie"

Il analyse : "La persistance de ces affrontements pourrait conduire à une "guerre civile", à laquelle oeuvrent "l'ennemi israélien et ses agents, à l'instigation de partie étrangères".

"Chaque citoyen palestinien sincère se doit d'éviter la dissension qui, si elle venait à se produire, mettrait en péril l'unité nationale et tout ce qui a été réalisé au prix du sang versé par les martyrs et les sacrifices des vaillants combattants qui emplissent les prisons israéliennes",

AP

01-05

Des milliers de Palestiniens dans Qalqilya ont affirmé qu'ils soutenaient le gouvernement qu'ils avaient élu démocratiquement et librement, indiquant qu'ils n'ont pas besoin de leurs salaires si le prix à payer est l'obtention du territoire palestinien ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8734.shtml

03-05

Le ministre de l'intérieur de l'autorité palestinienne Sa'eed Siyam a affirmé que son gouvernement était capable de diriger tous les ministères de l'autorité palestinienne avec l'aide des citoyens palestiniens, soulignant que son ministère continuera ses efforts à établir une force de soutien pour aider l'appareil de la police de l'autorité palestinienne, pour imposer la loi et l'ordre dans les territoires palestiniens

http://www.palestine-info.cc/french/article_8769.shtml

03-05

Le ministre des affaires étrangères de l'autorité palestinienne, Dr. Mahmoud Al-Zahhar, qui est en visite officielle à la capitale yéménite Sanaa a affirmé que son gouvernement rejetait l'acheminement d'une aide étrangère au peuple palestinien à travers des institutions non officielles, disant que le gouvernement de l'autorité palestinienne n'acceptera pas la tutelle d'un autre ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8765.shtml

1-4 Les grandes manoeuvres

30-04

Le porte-parole du Conseil Législatif Palestinien Dr. Aziz Duwik a insisté sur le droit palestinien de vivre en toute dignité, comme tout autre peuple dans ce monde, appelant le peuple palestinien à rester ferme au sujet de ses principes nationaux, et à ne jamais y renoncer ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8714.shtml

1-5 Négociations

26-04

Le président Mahmoud Abbas " a déclaré M. Abbas dans une allocution à l'Institut Nobel : "Pour trouver une solution au conflit, les parties ne doivent pas être laissées seules en raison du déséquilibre qui existe entre occupant et occupé""Il faut convoquer immédiatement une conférence internationale pour permettre la tenue de négociations directes sur la base des résolutions internationales et des accords signés. La communauté internationale, représentée par le Quartette ou tout autre cadre, jouera à la fois le rôle de médiateur et d'arbitre"

(afp-10h39

30-04

Le ministre pour les affaires des réfugiés Atef Edwan a déclaré qu'une série de dialogue avait déjà commencé avec un certain nombre de pays de l'Union Européenne dans un but de réarranger les relations entre l'autorité palestinienne et l'occident, afin d'assurer un soutien constant au peuple palestinien et briser le siège imposés par les Usa, UE et Israël ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8715.shtml

1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément..

24-04

Le Premier ministre Ismaïl Haniyeh affirme "Le gouvernement entend imposer l'ordre, la loi et mettre fin à toutes les actions qui donnent une mauvaise image des Palestiniens et ont pour cible les employés du secteur public. "

(ats - 13:59)

24-04

Au cours de l'entretien à CNN-Turk, M. Abbas a estimé que le Hamas devait négocier avec Israël pour ne pas aggraver les souffrances des Palestiniens suite à la suspension de l'aide américaine et européenne en faveur de l'Autorité.

"Je crains que la situation ne tourne à la tragédie dans un avenir proche", a précisé M. Abbas, qui a évoqué la famine dans les territoires palestiniens. Sans l'aide internationale, "nous ne pourrions pas tenir longtemps"

Le président de l'Autorité a laissé entendre qu'il pourrait se passer du Hamas dans la recherche d'un accord de paix avec Israël. "Le Hamas peut me soutenir ou pas. Lorsque je trouverai les prémices d'une solution avec Israël, je les soumettrai aux Palestiniens au moyen d'un référendum."

AP

01-05

Mahmoud Abbas fait savoir qu'il ne briguera pas un second mandat en 2009, quand il arrivera au terme de son premier.

"Non, non, (je veux juste) terminer mon mandat actuel", "D'autres doivent se voir donner une chance, enfants et petits-enfants, de prendre le pouvoir politique", a-t-il déclaré

AP

1-8 Action contre le Mur de la Honte & autre

02-05

Le gouvernement a annoncé, que le Quartette (Etats-Unis, Nations unies, Union européenne, Russie) devrait intervenir pour stopper la construction du mur de la honte en Cisjordanie.

http://www.palestine-info.cc/french/article_8755.shtml

1-9 Action & déclaration contre la politique colonialiste en général

22-04

Le Mufti d'Al-Quds (Jérusalem) Cheikh Ekrema Sabri a condamné les déclarations effectuées par le premier ministre israélien Ehud Olmert concernant le futur d'Al-Quds. Olmert avait dit qu'il prévoyait d'accroître la présence juive dans la ville et de diminuer la présence arabe ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8559.shtml

1-10 Politique extérieure & économique

21-04

Le ministre des finances Omar Abdelrazzaq, a précisé que la crise financière commence à se dissiper. Qatar a fourni une avance financière représentant le montant annuel, l'Arabie Saoudite a également envoyé une partie du montant de sa promesse. On attend un paiement de l'Iran ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8561.shtml

21-04

Le président de l'Autorité assure que "le gouvernement disposera de tous ses pouvoirs", ajoutant que "le gouvernement palestinien doit entretenir de bonnes relations avec tout le monde" et "travailler avec tous les pays, qu'ils soient arabes ou non."

21-04

Interrogé sur l'avenir du processus de paix palestino-israélien, M. Abbas dit "les Palestiniens sont catégoriquement opposés à l'unilatéralisme" car "des retraits israéliens unilatéraux ne feront qu'entretenir le conflit". "L'unilatéralisme (...) mènerait à la catastrophe", prévient-il.

AP

21-04

Le président Mahmoud Abbas s'insurge, contre la suspension de l'aide directe de l'UE aux Territoires et suggère des pistes pour contourner le gouvernement dirigé par le Hamas.

"L'Union européenne est un donateur important pour les Palestiniens. Le peuple palestinien a un besoin criant de son aide et elle (l'UE) devrait la maintenir selon les modalités qui lui conviennent", a déclaré M. Abbas.

L'UE "doit continuer son financement. Sans fonds, je ne pense pas que nous puissions survivre", Pour Abbas, "Si les pays européens ne veulent pas avoir de contacts avec le gouvernement palestinien, il existe d'autres moyens pour maintenir une aide destinée au peuple palestinien", affirme-t-il. "Il y a urgence."

Il suggère par exemple de "passer par la présidence de l'Autorité palestinienne, qui recevrait (l'aide) et la redistribuerait"; il faudrait aussi que "les salaires (des fonctionnaires), ou du moins qu'une partie de ces salaires soit versée le plus rapidement possible".

(afp- 11h08)

21-04

Du gouvernement Olmert, Mahmoud Abbas attend "qu'il débloque l'argent des Palestiniens (les taxes collectées à la place des Palestiniens et bloquées depuis la victoire du Hamas aux législatives) et qu'il ouvre des négociations officielles et sérieuses".

27-04.

"L'UE respecte la démocratie mais nous respectons aussi l'engagement que nous avons pris de lutter contre le terrorisme", a pour sa part déclaré Mme Halonen.

Mercredi à Oslo, le dirigeant palestinien avait appelé à l'organisation "immédiate" d'une conférence internationale pour un règlement du conflit israélo-palestinien.

Israël a accueilli fraîchement cet appel au motif que les obstacles provenaient du côté palestinien après la victoire du Hamas aux législatives.

(afp- 11h08)

27-04

M. Abbas : "Après l'installation du gouvernement israélien (issu des législatives du 28 mars), nous ferons une proposition à Israël pour retourner à la table des négociations, mais nous voulons cette conférence internationale parce qu'elle est prévue par la +feuille de route+", un plan de paix parrainé par le quartette (Etats-unis, Russie, Union européenne et Onu) prévoyant la création d'un Etat palestinien, a rappelé jeudi M. Abbas.

Il s'est dit favorable à la tenue de négociations entre Palestiniens et Israéliens à Oslo, qui avait abrité les discussions secrètes ayant conduit en 1993 à l'accord éponyme sur l'autonomie palestinienne,

(afp- 11h08)

30-04

Héritier d'une dette de 1,3 milliards de dollars et privé de fonds directs par l'Occident depuis le gouvernement n'a pas été en mesure de régler ces salaires en mars et en avril.

"Ce n'est pas un secret que ce blocus à des objectifs politiques. Ils cherchent à forcer le gouvernement palestinien à adopter des positions en contradiction avec la volonté des Palestiniens", a dit le Premier ministre Haniyeh, a préciser : "Je peux dire que très, très bientôt nous aurons commencé à régler la crise des salaires"

Ps : Reuters dit savoir de source parlementaire, que les fonctionnaires recevraient directement leurs salaires de la Ligue arabe, sans passer par le ministère des Finance. Celui-ci ayant fait parvenir à l'organisation panarabe, qui centralise l'aide de ses pays membres à l'Autorité autonome, la liste des noms et des numéros de compte des fonctionnaires.

Rappel : Le Qatar, l'Arabie saoudite et le Koweït ont promis, avec l'Iran, qui n'est pas membre de la Ligue, plus de 200 millions de dollars à l'Autorité palestinienne.

(Reuters)

30-04

Haniyeh a souligné que la mise en quarantaine financière de son gouvernement et le blocus israélien avaient provoqué une pénurie de médicaments et de denrées de base.

"J'invite les pays arabes et islamiques ainsi que toutes les organisations sanitaires régionales et internationales à intervenir immédiatement pour faire cesser cette crise sanitaire",

(Reuters)

01-05

Le journal palestinien Al-Ayam a cité une source bancaire signalant que des banques fonctionnant en Palestine, dont la Banque Arabe, s'étaient mises d'accord pour transférer directement des fonds de la banque de la Ligue Arabe au Caire à ces banques ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8729.shtml

02-05

Le mouvement du Hamas a apprécié l'initiative syrienne visant à lancer une campagne à l'échelle nationale pour lever des fonds pour le peuple palestinien assiégé et son gouvernement élu démocratiquement ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8746.shtml

02-05

Le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono a affirmé dimanche que son pays se rassemblait derrière le nouveau gouvernement de l'autorité palestinienne qui a été élu démocratiquement par le peuple palestinien, promettant que son pays continuera son aide financière et matériel au peuple palestinien ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8749.shtml

03-05

Le conseil administratif des fonds d'Al-Aqsa et d'Al-Quds, affilié à la Banque Islamique de Développement basée à Jeddah, a décidé lors de son 23^{ème} meeting, de lancer avec 70 millions de dollars un certain nombre de projets dans les territoires palestiniens , ceci en consultation et en coordination avec l'autorité palestinienne ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8766.shtml

1-11 Situation économique

Selon un récent rapport de l'Onu, un million de personnes, soit un quart de la population palestinienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza, sont affectées par la crise. Ce qui fait planer une menace de banqueroute sur l'Autorité, selon le même rapport, qui précise que plus de 152.000 personnes sont employées par l'Autorité.

20-04

Les forces de l'occupation israéliennes ont interdit l'entrée dans Gaza, d'un convoi de 12 camions avec 250 tonnes de nourritures envoyées par les palestiniens des territoires occupés en 1948 à leurs frères dans la bande de Gaza

http://www.palestine-info.cc/french/article_8571.shtml

22-04

La Syrie a envoyé 13 camions chargés d'aides alimentaires au peuple palestinien, dont chacun d'eux est chargé de 325 tonnes de produits alimentaires nécessaires tels que le riz, la farine, le sucre, le lait des enfants,..etc. ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8573.shtml

21-04

L'Etat palestinien n'a pas encore vu le jour, **Israël contrôlant plus de 90 % de la Cisjordanie**, qu'il est déjà menacé de faillite suite aux refus de l'UE et les Usa de subsidier le gouvernement (Le gel de ces aides s'est traduite par une perte de 607 millions de dollars par an) de Israel (qui lui refuse de rembourser le montant des taxes douanières qu'il collecte pour le compte de l'Autorité palestinienne, soit plus de 50 M USD par mois.)

Le député Saëb Erakat, ancien responsable chargé des négociations avec Israël, a mis en garde. : "Je suis convaincu que cette pression (internationale) constitue une punition collective sera en fin de compte contre-productive" "Toutes les mesures prises contre ce gouvernement vont avoir un impact très négatif sur l'économie palestinienne et sur les conditions de vie en Palestine", a-t-il conclu

(AFP)

30-04

La Ligue arabe a envoyé une aide d'urgence de 150.000 dollars destinée au système de santé.
Le secrétaire général de l'organisation, Amr Moussa, a précisé que ces fonds avaient été débloqués après que la Ligue ait été approchée à plusieurs reprises par le ministre palestinien de la Santé.
AP

02-05

Un récent rapport publié par le Bureau du Centre Palestinien des Statistique a révélé que plus de 633000 travailleurs souffraient de la sévère crise financière vu les incessantes agressions des forces d'occupation israélienne et du siège économique imposé par "Israël", les Etats-Unis et l'Union Européenne....

<http://www.pales>

1-12 Situation dans les geoles israeliennes

Les prisonnières de la prison de Telmond ont décidé, aujourd'hui, d'entamer une grève de la faim pour protester contre la décision israélienne relative à la séparation entre la prisonnière Manal Ghanen et son fils Nour âgé de 3 ans ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8761.shtml

30-04

Le ministre des affaires des prisonniers de l'autorité palestinienne Wasfi Qoubaha a averti contre un complot de certaines parties locales et régionales, qui se sont alliées avec des forces extérieures hostiles au peuple palestinien, et contre le gouvernement, dans le but de le faire échouer sa mission

http://www.palestine-info.cc/french/article_8712.shtml

02-05

Samar Subaih a donné naissance, dimanche, à son premier enfant par une opération césarienne dans l'hôpital israélien de Kfar Saba, sans que les autorités de l'occupation israélienne n'autorisent son mari, sa mère ou une autre personne de sa famille à assister à l'accouchement ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8750.shtml

02-05

Le club du prisonnier à Toulkarem a déclaré que la souffrance des détenus de la prison de Shatta s'aggrave quotidiennement sous les mesures oppressives de l'Administration de cette prison ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8758.shtml

2 Politique Israélienne

2-1 Processus de paix

21-04

Selon le journal Haaretz, des unités d'infanterie préparent une vaste offensive mais l'état major craint que cela ne nuise à la campagne diplomatique visant à isoler internationalement la Palestine.

(AFP)

21-04

Le commandant de la région militaire sud d'Israël a indiqué sans autre précision que ses forces "opèrent déjà à l'intérieur même de la bande de Gaza".

Afp

01-05

Israël se prépare à réoccuper la Bande de Gaza, le général Yoav Galant, chef du commandement sud, et souligne qu'il étudie toute une série d'options.

"Nous n'écartons pas une activité militaire plus agressive", "Cela peut aller d'une occupation partielle de la Bande de Gaza et son occupation totale", avant d'ajouter que ses projets ont été approuvés par les hauts responsables israéliens dont le ministre de la Défense Mofaz.

Mofaz a indiqué que l'armée israélienne "opérait déjà à l'intérieur même de la bande de Gaza"

Selon le quotidien Haaretz, des unités d'infanterie ont déjà commencé des manoeuvres en vue d'une opération terrestre

AP

2-2 Des Canons ... pas du beurre

21-04

Le député et ancien patron du Mossad Danny Yatom a déclaré que des ministres du gouvernement palestinien et membres du Hamas pourraient (seront) visés par les attaques ciblées israéliennes.

Jamal Abou Samhadana, nommé "superviseur général" et qui est responsable de la nouvelle armée figure en tête de ces cibles....

(AP) & http://www.palestine-info.cc/french/article_8557.shtml

Jamal Abou Samhadana a affirmé que ces menaces ne l'impressionnaient pas.

"Nous n'avons pas peur de l'entité sioniste. Tout le peuple palestinien est visé et nous allons recourir à tous les moyens pour protéger les résistants et les fils de notre peuple", a-t-il déclaré.

2-4 Les grandes manoeuvres...

21-04

Le journal Yadiot Ahronot affirme que Olmert, Premier ministre de l'Entité sioniste, a ordonné à la fin d'une réunion de son cabinet d'essayer d'importer des milliers de Juifs Falachas d'Ethiopie,

http://www.palestine-info.cc/french/article_8553.shtml

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérément...

20-04

Kadima et les travaillistes ont repris des négociations pour former un gouvernement.

Pour faire avancer ses propositions, Peretz insiste pour obtenir les Finances. "S'il le faut nous irons jusqu'à l'ultimatum sur cette demande",

"Il faudrait beau voir qu'Ehud Olmert s'envole le mois prochain pour les Etats-Unis avec un gouvernement sans les travaillistes, mais comprenant Kadima associé à des formations d'extrême-droite et ultra-orthodoxes", a pour sa part affirmé Hagai Meron, un responsable travailliste.

(AFP)

20-04

Kadima et les travaillistes sont pratiquement d'accord sur le plan dit de "regroupement"

Ce plan prévoit un retrait partiel de Cisjordanie et le démantèlement de plusieurs petites implantations isolées

(AFP)

20-04

La ministre israélienne des Affaires étrangères Livni a retiré à trois députés palestiniens du Hamas le statut de résidents qui leur permet de vivre à Jérusalem-est, annexé par Israël.

"Etre citoyen ou résident d'un Etat ne confère pas le droit de soutenir la destruction de cet Etat", a affirmé t'elle

Rappel: Les cartes de résidents qu'Israël accorde aux 200.000 Palestiniens de Jérusalem-est les autorisent à séjourner dans la ville et à circuler librement, y compris en territoire israélien.

(AFP)

23-04

Olmert a accepté de nommer Amir Peretz, le dirigeant du Parti travailliste, au poste-clé de ministre de la Défense, et probablement du titre de vice-Premier ministre

"Nous avons le portefeuille le plus important en terme de sécurité et d'orientation politique", a déclaré le député travailliste Efraïm Sneh à la radio israélienne.

Outre les grandes lignes de leur future collaboration et Péretz ont divisé le «camembert» gouvernemental, et ces camarades de parti vont se battre pour accéder à l'un des six autres ministères promis à leur formation.

(AFP)

23-04

Ehud Olmert a annoncé qu'il comptait établir unilatéralement une frontière séparant Israël des Palestiniens en suivant le tracé du "mur de sécurité" israélien en cours de construction.

En ralliant son gouvernement de coalition, Peretz et les travaillistes devront soutenir ce "plan de convergence"

(AFP)

24-04

Selon les médias, Mofaz, a affirmé à Olmert qu'il commettait "une grave erreur" en confiant cet important portefeuille à M. Peretz qui n'a pas d'expérience sécuritaire. "Il s'agit d'un ministère-clé en Israël, surtout pour les années à venir", a-t-il dit.

Peres, numéro deux du Kadima, a aussi sévèrement reproché à M. Olmert d'avoir trop facilement cédé aux pressions de ses futurs alliés au gouvernement.

"Si c'est ainsi que M. Olmert entend conduire les négociations avec les Américains, la communauté internationale et les Palestiniens, alors le plan de retrait (de secteurs de la Cisjordanie) est en danger", a déclaré M. Peres.

(AFP)

24-04

"Au Kadima, l'atmosphère est de plus en plus empoisonnée (...) Le nombre des mécontents est encore inconnu, car Olmert n'a pas fixé son choix définitif pour les ministères, mais il est en hausse rapide", écrit ainsi le Maariv.

(AFP)

24-04

Uriel Reichman, un universitaire auquel l'Education avait été promis, a annoncé avec fracas qu'il renonçait à la vie politique après avoir appris que ce portefeuille reviendrait finalement aux travaillistes.

"Olmert et Ariel Sharon (l'ex Premier ministre) s'étaient formellement engagés à m'attribuer ce ministère (...) C'est mauvais signe pour ce qui nous attend", a-t-il déclaré à la presse avant de renoncer à son mandat de député.

(AFP)

01-05

Le porte-parole du Shass parti religieux orthodoxe sépharade à annoncé: "Le rabbin (Yossef et le Conseil des Sages de la Torah ont approuvé de coalition du Shass avec le Kadima d'Olmert .

Selon ses accords le Shass disposera de quatre portefeuilles ministériels et d'importantes subventions de l'Etat pour ses institutions éducatives et sociales.

Il a cependant été convenu dans ces accords que le Shass joindrait au programme du gouvernement une lettre stipulant qu'il n'est pas tenu de voter pour le plan de retrait de secteurs de la Cisjordanie et de démantèlements de colonies juives, le rabbin Ovadia Yossef étant appelé à statuer à ce sujet en temps voulu.

(afp- 09h01)

AP

01-05

Olmert a nommé Tzipi Livni, aux postes de vice-Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères..

Shimon Peres, s'est vu confier le ministère chargé du développement du Neguev et de la Galilée.

Shaul Mofaz, qui était jusqu'alors ministre de la Défense, a reçu le portefeuille des Transports.

AP

01-05

Le parti travailliste décroche six autres portefeuilles, dont l'éducation, les infrastructures l'agriculture et le tourisme.

Meir Sheerit, doit se contenter du portefeuille du Logement.

les Finances au ministre du Tourisme sortant, Abraham Hirschson, un ami et un fidèle d'Olmert.

01-05

Olmert à informé le président Katsav qu'il avait constitué une équipe contrôlant la majorité à la Knesset, le Parlement israélien.

L'accord de coalition passé dimanche soir avec les ultra-orthodoxes du Shas, venant s'ajouter aux précédents, avec le parti travailliste et le parti des retraités (GIL), apportent à Olmert une majorité de 67 sièges sur les 120 de la Knesset.

Analyse de l'AP

Si les Travaillistes et les Retraités sont entièrement favorables au projet Olmert de retrait unilatéral de Cisjordanie, l'affaire n'est pas du tout réglée avec le Shas: ce parti "faucon" a bien fait savoir qu'il refusait de s'engager dès maintenant à soutenir ce plan, qui entraînerait le démantèlement de plusieurs implantations juives.

De toutes manières, Olmert ne devrait pas entamer ce projet de retrait avant un an, voire 18 mois.

"Les colons n'oublieront pas que le Shas leur a tourné le dos à un moment difficile", déclarait d'ores et déjà Yitzhak Levy, député du Parti national religieux, pro-colons, dans les colonnes du "Yediot Ahronot".

Si jamais le Shas finit par quitter la coalition Olmert, de crainte de perdre ses électeurs les plus à droite s'il soutient le retrait de Cisjordanie, Olmert aura alors l'option de réclamer le soutien du parti Meretz, ainsi que celui des dix élus des partis arabes israéliens.

Quant au parti russophone d'extrême-droite, Israel Beitenou, il n'entrera pas dans la coalition, comme on s'y attendait au départ.

AP

01-05

##Olmert à former un gouvernement de coalition majoritaire qu'il soumettra jeudi à l'investiture de la Knesset. Kadima a signé des accords de coalition avec le parti des Retraités (7), les travaillistes d'Amir Peretz (19) et le Shass religieux orthodoxe (12) d'Eli Yishai. Il dispose d'une majorité de 67 députés. dont les Affaires étrangères et les Finances.

Outre M. Olmert, le Kadima aura onze ministres, dont les Affaires étrangères et les Finances. Olmert a confié à Peres un rôle de premier plan il sera l'un des vice-Premiers ministres d'Olmert, qui lui réserve également le ministère du Néguev, de la Galilée et du Développement régional.

Tzipi Livni, (Service secret du Mossad) conserve la responsabilité de la diplomatie.

Abraham Hirschson, un proche d'Olmert, héritera du portefeuille des Finances.

dont les Affaires étrangères et les Finances. la Défense est confiée à Amir Peretz.

Mofaz considéré étant d'opinion extrême-droite, sera vice-Premier ministre et ministre des Transports. Il siègera également au conseil restreint chargé des questions de sécurité.

Deux ministères iront au Parti des retraités (Gil) de l'ancien maître espion Rafael Eitan.

Le Shass disposera de quatre portefeuilles, notamment le Commerce et l'Industrie, et d'importantes subventions de l'Etat

Parallèlement, des négociations se poursuivent avec les six députés de la liste du Judaïsme uni de la Torah.

(ats - 17:33)

2-6 Politique extérieure

24-04

(AP)

Nucléaire : Rapport sans surprise réalisé par un comité de spécialistes militaires et civils : Grande lignes

Le Rapport recommande qu'Israël maintienne sa position ambiguë sur le nucléaire.

Malgré son silence les spécialistes savent que le pays dispose de la sixième plus grande réserve d'armes nucléaires.

Israël considère l'Iran comme la principale menace à sa survie,

Le rapport met à jour des concepts de sécurité élaborés dans les années 1950 et recommande entre autres des investissements majeurs.

AP

02-05

Haloutz chef d'état-major a estimé "les Iraniens nous craignent beaucoup car ils savent que nous disposons d'une force de frappe qui peut les atteindre".

"Nous avons pris en compte toutes les éventualités, mais c'est à la communauté internationale qu'il appartient de répondre au défi iranien".

(afp- 08h22)

2-9 Mur illégal de la Honte

22-04

Selon des données du ministère de la Défense, les autorités israéliennes ont terminé la construction de la moitié du «mur» de séparation construit illégalement sur les terres des villages palestiniens, dont l'édification a débuté en juin 2002 en Cisjordanie ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8570.shtml

25-04

Olmert a fait savoir qu'il voulait que la construction du mur de la honte soit achevée d'ici la fin de l'année.

(AP)

30-04

Le gouvernement a voté des modifications du tracé de la "barrière" (muraille de la honte) avec la Cisjordanie, ont annoncé des officiels.

Dans le projet de départ, les Palestiniens vivant dans le secteur de l'implantation juive d'Ariel se seraient retrouvés du côté israélien.

La semaine dernière, il a été en outre décidé de faire ériger un autre mur autour de Jérusalem,

A ce jour, Israël a construit environ 380 km de cette muraille qui doit à terme en faire 760.

AP

2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

20-04

La Cour Suprême israélienne a prononcé mercredi la décision que permettrait à Israël à compléter la construction du Mur de Séparation environnant la ville de Jérusalem.

Des dizaines de pétitionnaires palestiniens ont appelé la Cour Suprême de Justice dans une tentative de retarder la construction du Mur près des villages de Bir Nibala, Beit Hanina, Al Jeeb et Jdera, au nord de Jérusalem ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15463

30-04

Les forces de l'occupation israéliennes ont augmenté leurs mesures militaires pour séparer les régions du nord à ceux du centre et sud de la Cisjordanie ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8721.shtml

02-05

Haloutz chef d'état-major s'est dit hostile à une offensive terrestre contre le territoire palestinien de Gaza : "Je ne suis pas favorable à une réoccupation de la bande de Gaza. Nous l'avons occupée 38 ans".

(afp- 08h22)

2-13 Prisons & tortures

27-04

(AP)

La Cour suprême a reconduit d'un an l'interdiction de sortie du territoire frappant Mordechai Vanunu, estimant que l'ancien technicien du nucléaire représentait toujours une menace pour la sécurité nationale, selon un communiqué du ministère de la justice.

Rappel : L'interdiction de se rendre de l'étranger date de 2004, lorsque Vanunu a été remis en liberté (surveillée) après avoir purgé 18 ans de prison, pour avoir courageusement révélé des informations sur le programme nucléaire israélien dans un entretien de 1986 à un journal britannique.

Vanunu avait travaillé sur le site de recherche nucléaire de Dimona, dans le désert du sud de cet état

AP

3 Politique internationale des territoires occupés

3-0 Usa (le parrain)

2 Les grandes manœuvres

02-05

Rice a déclaré que les Usa intensifiaient leurs efforts pour fournir une aide humanitaire aux Palestiniens et a dit espérer que le Hamas accepterait les "conditions minimums" du Quartet.

"Si ces conditions politiques sont rassemblées, alors peut-être pourrons nous avancer (???) ", a-t-elle dit.
(Reuters) ...

3-2 Onu

20-04

Selon l'agence de Ma'an, UNRWA a refusé de se conformer à la demande du ministère israélien de la défense concernant la préparation des plans pour diriger les écoles de gouvernement si le gouvernement de Haniyeh tombe ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15477

21-04

Les agences des Nations unies dans les territoires palestiniens craignent quant à elles une grave crise humanitaire en dépit des promesses d'aides directes à la population.

Selon un récent rapport de l'Onu, un million de personnes, soit un quart de la population palestinienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza, sont au bord de la famine.

Le ministre des Finances Omar Abdelrazeq : "Nous n'avons pas atteint la banqueroute d'un point de vue légal mais pratiquement, nous n'avons pas de fonds",

Abdelrazeq brandit le spectre d'une "nouvelle Somalie" si rien n'est fait rapidement.

(AFP)

25-04

(AP)

"Nous assistons à une détérioration potentiellement dangereuse de la situation dans le conflit israélo-palestinien", a déclaré Alvaro de Soto devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Selon l'émissaire onusien, la communauté internationale doit faire face à trois défis: assurer la sécurité, garantir les besoins de base de la population palestinienne, et prendre en compte une "nouvelle réalité"(ndlr - comprendre le Hamas...)

AP

27-04

Pierre Salignon, directeur général de Médecins sans frontières, a déclaré dans Libération qu'il n'était "pas question de faire le service après-vente d'une mesure de rétorsion qui affecte la population".

"Nous ne sommes pas les auxiliaires des diplomates. D'autant que cela nous mettrait en danger",

"Cette décision (de geler les aides) fait le lit de tous les extrémismes", avait-il dénoncé en pointant une "dégradation continue" de la situation sanitaire ces derniers mois. "Sans perspective politique, la violence ne peut que s'accroître".

(Reuters)

3-3 Pays Arabes & voisins

Egypte

19-04

Moubarak a souligné la "nécessité de poursuivre l'aide et l'assistance au peuple palestinien".

Dans le cas contraire, cela équivaldrait à "une punition et à une sanction du peuple palestinien". Et "comment ne pas s'attendre à ce qu'il se jette dans les bras des extrémistes" dan

"Nous allons y procéder avec le souci de répondre aux besoins impérieux des populations", indique-t-il

(AP)

21-04

(AP)

Le président Moubarak a invité Olmert à effectuer une visite officielle en Egypte, a-t-on appris vendredi de source officielle israélienne.

AP

ir/v439/tl

Irak

14-04

Ali Khamenei, prévoit l'échec des complots américains : "Si, par accident, les Américains retrouvaient la raison, ils respecteraient la volonté du peuple irakien, respecteraient le gouvernement palestinien, libéreraient les prisonniers de Guantanamo (Cuba) et d'Abou Ghraib (Irak) et cesseraient de créer des tensions dans la région du Golfe Persique", a-t-il conclu

(afp- 16h13)

Iran

24-04

Le "régime imposteur d'Israël ne peut pas survivre", a dit le président Mahmoud Ahmadinejad.

"Ouvrez les portes de cette grande prison (qu'est Israël) et laissez les gens décider eux-mêmes, vous verrez qu'ils repartiront d'eux-mêmes vers leur patrie",

M. Ahmadinejad a également répété que les pays d'Europe étaient responsables de la création d'Israël.

"Vous avez créé un problème, réglez le vous-même", a-t-il dit, en demandant "pourquoi les peuples du Moyen-Orient doivent encore payer un prix 60 ans" après la fin de la deuxième guerre mondiale.

(afp- 15h12)

Jordanie

18-04.

Le porte-parole du gouvernement jordanien, Nasser Jawdeh, a annoncé la découverte d'un stock d'armes, dont il a affirmé qu'il appartenait à un groupe du Hamas en Jordanie.

Le Premier ministre jordanien a par la suite affirmé aux députés que ces armes auraient transité par la Syrie.

Un porte-parole du Hamas, Sami Abou Zohri, avait qualifié de "sans fondement" les accusations de la Jordanie.

(afp- 18h48)

Ligue arabe

01-05

Le Secrétaire Général de la Ligue des Etats Arabes, M. Amr Moussa, a = appelé, hier soir, les compagnies consacrées à la productions des médicaments à envoyer des aides urgentes aux palestiniens

...

<http://french.wafa.ps/body.asp?id=1196>

3-4 Quartette

03-05

L'envoyé de l'agence de presse russe Itar Tass au Caire vient de publier des passages du rapport final fait par le représentant spécial du Quartet Jems Wolfinson, avant sa démission, le 30 avril dernier ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8763.shtml

3-7 Ue

1 France

20-04

Samir Abou Isa souhaite participer au premier Forum du dialogue euro-arabe organisé par l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris du 26 au 28 avril....

21-04

La France a annoncé avoir refusé un visa au ministre palestinien, Samir Abou Eisheh.

"En concertation avec nos partenaires européens, nous n'avons pas donné de suite favorable à cette demande de visa...

La France a refusé de délivrer un visa d'entrée sur son territoire au ministre palestinien du Plan, en raison de son appartenance au gouvernement dirigé par le Hamas, a annoncé le ministère des Affaires étrangères.

"Cette décision découle de la position européenne qui a été adoptée dans le Conseil affaires générales et affaires extérieures du 10 avril dernier, c'est-à-dire la suspension des contacts politiques avec le gouvernement palestinien tant que celui-ci n'aurait pas évolué au regard des trois principes énoncés par l'Union européenne",

AP

3-9 Médecins Sans Frontières

02-05

Pierre Salione, le directeur général de l'organisation des Médecins Sans Frontières (MSF), qui vient de quitter les territoires palestiniens occupés, a affirmé que son organisation refuse la décision prise par les Occidentaux concernant la suspension des aides directes destinées au gouvernement palestinien composé par le mouvement de la résistance islamique "Hamas" ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8752.shtml

4 Territoire palestinien occupé :

-

Palestine

Détails de la lutte pour la libération du territoire

Pertes Ville non précisée

4-1 Détails par région

Cisjordanie (occupée par Israël depuis 1967)

Bethléem

22-04

Les Forces d'occupation israélienne ont envahi la ville et blessé Khaled Al-Masri, 15ans.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15483

Jérusalem.

Hébron (sud de la Cisjordanie)

20-04

Selon un communiqué de presse d'EAPPI, deux internationaux du Programme Œcuménique d'Accompagnement en Palestine et en Israël de l'EAPPI ont été attaqués dans la zone de Tal Rumeida à Hébron ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15478

Jénine

26-04

Un membre des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, un groupe armé palestinien lié au Fatah, a été tué mercredi lors d'un accrochage avec l'armée israélienne dans le nord de la Cisjordanie, selon des sources sécuritaires palestiniennes..

"Les Palestiniens ont ouvert le feu à plusieurs reprises. Les militaires ont repéré Howshiya, 22 ans, ont riposté aux tirs et l'ont touché", suivants la version du porte-parole militaire israélien

(afp- 17h40)

Naplouse.

19-04

(AP

Des soldats dans une trentaine de jeeps avaient mené une vaste opération de perquisition dans la ville. Les habitants ont réagi et lancé des pierres sur les soldats israéliens qui ont riposté à coups de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc, mais aussi à balles réelles, ont rapporté des témoins.

Ces tirs ont fait sept blessés dans les rangs palestiniens, dont quatre par balles réelles et trois par balles en caoutchouc, signalent des responsables de l'hôpital Raffidiyeh de Naplouse.

AP

22-04

Lors d'une confrontation avec les forces israéliennes dans la ville samedi après-midi

Cinq citoyens palestiniens ont été blessés(dont le **photographe de Reuters**), l'un d'entre eux sérieusement,

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15501

Ramallah

21-04

Les soldats israéliens ont attaqué la manifestation hebdomadaire pacifique anti-mur de séparation dans le village de Bil'in à Ramallah où les soldats ont frappé fortement les participants dont des activistes internationaux de paix ...bilan : Onze blessés

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15484

30-04

Rafida Thabit, 3 ans, du village de Beit Liqya, a trouvé la mort quand sa tête a été écrasée entre les deux portes d'un check point militaire près de Ramallah ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15682

Toulkarem

01-05

Des soldats sont arrivés à bord d'une vingtaine de jeeps, pour arrêter un haut responsable du Jihad islamique. Pendant la perquisition les Fois ont ouvert le feu.

Eitas Youssef, 41 ans, a été tué et ses deux filles âgées respectivement de 22 et 20 ans, ont été blessés, a-t-on appris de source sécuritaire palestinienne.

(afp-06h58

Autres endroits (ville ou village) en Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967

Terminal routier de A-Ram, entre Jérusalem et Ramallah

21-04

Un porte-parole de la police a par ailleurs indiqué qu'un garde-frontières israélien a été légèrement blessé au cou quand un Palestinien l'a attaqué à coups de couteau à la hauteur du terminal routier de A-Ram, entre Jérusalem et Ramallah en Cisjordanie.

Camp de réfugiés de Deheishé, près de Bethléem,

21-04

Un Palestinien a été grièvement blessé par balle vendredi quand des soldats israéliens ont ouvert le feu pour disperser des manifestants, a-t-on appris de source médicale palestinienne.

Bethléem

23-04

2 résistants ont été tués et 1 résistant à été blessés par les tirs de militaires israéliens à Bethléem en Cisjordanie, selon des sources sécuritaires palestiniennes.

Aucune information n'était disponible auprès de l'armée israélienne.

(afp- 17h54)

Mouchir al Masri, député a condamné cette action israélienne. : "Les factions de la résistance ne resteront pas bras croisés devant ce qui s'est passé (...) Nous avertissons que la persistance d'une telle escalade provoquera une explosion dans la région",

Reuters

Bande de Gaza

21-04

Les chars militaires israéliens ont continué de bombarder différentes régions au nord de la bande de Gaza

Dix obus sont tombés sur le nord de la ville de Beit Lahia et l'est de la ville de Beit Hanoun, semant la panique parmi les habitants.

<http://www.palestine-info.c=c/french/>

Ville de Gaza

27-04

Assassinat ciblé.

Deux résistants ont été pulvérisés par un missile tiré sur leur voiture un résistant est blessé apprend-on auprès de la sécurité palestinienne

Beit Hanoun,

30-04

Un femme palestinienne et quatre enfants ont été blessés comme résultat d'un bombardement de l'artillerie israélienne dans la ville...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=15677

Autres endroits dans la bande de Gaza

Camp de réfugiés de Boureij, (centre de la bande de Gaza)

24-04

Un Palestinien a été tué lundi matin dans la bande de Gaza par des tirs d'obus d'un char israélien, a-t-on appris de source médicale palestinienne.

(afp- 07h50)

Jabaliya au nord de la bande de Gaza

02-05

Deux martyrs dans une explosion qui a touché, un bâtiment de la sécurité nationale palestinienne dans la ville.

http://www.palestine-info.cc/french/article_8760.shtml

4-2 Décompte : Pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

2-1 Palestine :

Civils & résistants tués par les forces israéliennes ou des colons	: 4.387
Palestiniens blessés par les forces israéliennes ou les colons	: 46.557
Internationaux blessés minimal) (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 155 (chiffre tout a fait)
Arrêtés :	: 46.791
En prison :	: 9.400 (1)
Pacifistes en prison ou arrêtés ou blessés = ;	: 90
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.265
2-2 <u>Occupants</u> :	
Israéliens tués	: 1.095 (333 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6034 (240 militaires/policiers)

Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)

21-04

Les chars israéliens effectuent quotidiennement des bombardements dans le nord de la Bande de Gaza, conduisant à la mort de nombreuses victimes.

Tandis qu'en raison de ces bombardements incessant, 320 Palestiniens souffrent de problèmes psychologiques

http://www.palestine-info.cc/french/article_8549.shtml

02-05

36 martyrs, dont 3 enfants sont tombés en martyre, et plus de 300 palestiniens de la Cisjordanie ont été arrêtés par les forces occupantes israéliennes durant le mois d'avril, selon le rapport d'Al Jil

http://www.palestine-info.cc/french/article_8759.shtml

6 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

6-1 Le cabinet israélien décide d'accélérer la construction du "mur" composée de barbelés, fossés, routes, clôtures électroniques et de murs de bétons dont certains atteignent neuf mètres de haut.

Le cabinet israélien a décidé également d'en modifier le tracé, selon une source officielle. .

"Il va falloir avancer au plus vite. Les décisions qui seront prises permettront de compléter au plus vite la barrière de sécurité pour mieux faire échec à des tentatives d'attentat", a déclaré le Premier ministre Ehud Olmert à l'ouverture du Conseil des ministres

Cette barrière est composée de barbelés, fossés, routes, clôtures électroniques et de murs de bétons dont certains atteignent neuf mètres de haut.

Présentée par Israël comme une "clôture anti-terroriste", la barrière doit s'étendre à terme sur plus de 650 km.

Conçu sous le gouvernement d'Ariel Sharon, il s'agit d'un des projets les plus coûteux réalisé par Israël. Son montant est estimé à 3,2 milliards de dollars

M. Olmert avait ordonné mercredi de "colmater immédiatement toutes les brèches" dans le secteur de Jérusalem avec une clôture provisoire.

Les travaux devaient s'achever fin 2005, mais plusieurs dizaines de recours présentés à la Cour suprême par des Palestiniens lésés par le tracé du "mur" ont retardé sa construction sur une centaine de kilomètres, notamment dans le secteur de Jérusalem-est, occupé et annexé par Israël.

Réactions :

a) Les responsables palestiniens soulignent les graves dommages causés à la population palestinienne par cet ouvrage et accusent Israël d'enclaver les Palestiniens par ce biais dans une série de bantoustans.

b) Les Palestiniens la qualifient de "mur de l'apartheid" du fait qu'elle s'enfonce en Cisjordanie, ce qui rend problématique la création d'un Etat palestinien jouissant d'une continuité territoriale.

c) Selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu (OCHA), les trois quarts de la barrière prévue se trouvent en Cisjordanie alors que 145 km seulement suivent la "ligne verte" qui séparait jusqu'en 1967 Israël du royaume hachémite..

En effet, selon l'OCHA, la construction de cet ouvrage et l'établissement d'une "zone tampon" devraient priver les Palestiniens de 6.289 ha.

En outre, quand le mur sera construit, plus de 40.000 Palestiniens vivant dans plus de trente villages se trouveront retranchés de la Cisjordanie alors que dans le même temps un quart des 230.000 Palestiniens possédant une carte de résidence de Jérusalem se retrouveront à l'est du mur et devront traverser la ligne de séparation.

d) Dans un avis rendu le 9 juillet 2004, la Cour internationale de Justice (CIJ) a jugé illégale la construction de cette barrière et exigé son démantèlement, tout comme l'a fait ensuite l'Assemblée générale de l'Onu.

e) Israël n'a pas tenu compte de ces demandes non contraignantes, et poursuit la construction de cet ouvrage. Le ministère israélien de la Défense a indiqué qu'Israël avait achevé la moitié de la construction.

Basé sur article de l'AFP 30.04.06 | 11h22

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-27229534@7-37,0.html>

6-2 Mr Wolfensohn remet en question la décision des puissances internationales de suspendre leurs aides au gouvernement palestinien.

L'émissaire du Quartet international pour le Proche-Orient, James Wolfensohn, a vivement remis en question dans son rapport final la décision des puissances internationales de suspendre leurs aides au gouvernement palestinien.

Après avoir investi plus d'un milliard de dollars par an en aides aux Palestiniens, notamment dans la construction d'infrastructures et la relance d'une économie nécessaires à l'avènement d'un "Etat palestinien viable", "allons-nous tout simplement abandonner ces objectifs?". interroge le rapport Dans ce rapport, Wolfensohn affirme clairement que les Nations unies et les ONG ne seront pas en mesure de combler le vide qui résulterait d'un effondrement de l'Autorité palestinienne du fait des pressions occidentales.

"Il m'étonnerait que quelqu'un sorte gagnant de la fin de la scolarisation des enfants ou d'une famine palestinienne. Et je ne crois pas que des membres du Quartet pensent que cela puisse constituer une politique viable", a dit Wolfensohn en présence de la secrétaire Rice.

"Ce serait un coup perdant", a-t-il conclu.

Wolfensohn explique que les promesses d'aide de pays arabes ont accordé un répit au gouvernement palestinien, qui n'a toutefois même pas été en mesure de rassembler 130 millions de dollars nécessaires à ses opérations courantes.

Le rapport de Wolfensohn pointe également un impact du gel des aides, et donc du non paiement des salaires des fonctionnaires, sur l'économie palestinienne.

"La situation fiscale de l'Autorité palestinienne est allée de mal en pis", peut-on lire dans le rapport.

Si les aides ne sont pas rétablies, le taux de chômage atteindra les 47% et la pauvreté les 74% en 2008, affirme le rapport.

"Des actions pour réduire le déficit sont inévitables et les insuffisances de fonds obligeront à court terme l'Autorité palestinienne à mener des actions encore plus agressives", avertit le rapport.

Wolfensohn avait été nommé l'année dernière par le Quartet pour aider à coordonner le désengagement de la bande de Gaza et la reconstruction de ce territoire.

Rappel : Wolfensohn a démissionné le 30 avril en raison des dissensions au sein du Quartet - qui regroupe les Usa, l'Onu, l'UE et la Russie -.

(02-05 -Reuters)

6-3 James Wolfensohn dénonce l'arrêt des aides aux Palestiniens

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont décidé de suspendre leur aide à l'Autorité palestinienne qui a été incapable de contracter de nouveaux emprunts auprès de banques locales, régionales et internationales, lesquelles craignent des représailles américaines.

Rice a déclaré que les Etats-Unis intensifiaient leurs efforts pour fournir une aide humanitaire aux Palestiniens et a dit espérer que le Hamas accepterait les "conditions minimums" du Quartet.

"Si ces conditions politiques sont rassemblées, alors peut-être pourrons nous avancer", a-t-elle dit.

Wolfensohn explique que les promesses d'aide de pays arabes ont accordé un répit au gouvernement palestinien, qui n'a toutefois même pas été en mesure de rassembler 130 millions de dollars nécessaires à ses opérations courantes.

Certains pays se sont engagés à augmenter l'aide humanitaire pour palier la suspension des aides directes à l'Autorité palestinienne.

"Ni l'Onu ni les ONG, vers lesquelles regardent de nombreux pays donateurs, ont la capacité de remplir ce rôle", a-t-il dit.

Ses propos font écho à ceux tenus jeudi dans Libération par le directeur général de Médecins sans frontières, Pierre Salignon, qui avait déclaré qu'il n'était "pas question de faire le service après-vente d'une mesure de rétorsion qui affecte la population".

"Nous ne sommes pas les auxiliaires des diplomates. D'autant que cela nous mettrait en danger", avait-il dit.

"Cette décision (de geler les aides) fait le lit de tous les extrémismes", avait-il dénoncé en pointant une "dégradation continue" de la situation sanitaire ces derniers mois. "Sans perspective politique, la violence ne peut que s'accroître".

Le rapport de Wolfensohn pointe également un impact du gel des aides, et donc du non paiement des salaires des fonctionnaires, sur l'économie palestinienne.

"La situation fiscale de l'Autorité palestinienne est allée de mal en pis", peut-on lire dans le rapport.

Si les aides ne sont pas rétablies, le taux de chômage atteindra les 47% et la pauvreté les 74% en 2008, affirme le rapport.

"Des actions pour réduire le déficit sont inévitables et les insuffisances de fonds obligeront à court terme l'Autorité palestinienne à mener des actions encore plus agressives", avertit le rapport.

Wolfensohn avait été nommé l'année dernière par le Quartet pour aider à coordonner le désengagement de la bande de Gaza et la reconstruction de ce territoire.

JERUSALEM 02-05

(Reuters)

6-4 Chirac : "Nous appelons le Hamas à comprendre que la voie de la violence est sans issue

Chirac : "Nous appelons le Hamas à comprendre que la voie de la violence est sans issue et à poursuivre sa transition vers l'action politique""Il a accepté de prendre part aux élections, il lui faut désormais aller

jusqu'au bout de cette logique" en continuant de "respecter la trêve et en s'engageant dans un processus de renonciation à la violence et de reconnaissance d'Israël".

"Il n'existe pas d'alternative", insiste Chirac. "Mais, poursuit le président français, nous disons aussi aux Israéliens qu'il faut écarter la tentation de l'unilatéralisme, cesser les assassinats ciblés et la poursuite de la colonisation".

"Au bout du compte, nous le savons tous, Israéliens et Palestiniens le savent aussi, il n'y a pas d'alternative à la reprise de réelles négociations

Avec les élections législatives palestiniennes du 25 janvier et les législatives israéliennes du 28 mars, "le principe démocratique s'est exprimé par deux fois".

"Or ce principe a toujours été le meilleur allié de la paix", juge Chirac

S'agissant de l'aide financière à l'Autorité palestinienne précise que cette assistance est "dans une phase de réexamen". a plaidé Chirac

Le "maintien de l'aide" européenne aux palestiniens, pour l'heure gelée par l'Ue, "dans des conditions à déterminer avec le chef de l'Etat Mahmoud Abbas.

"Il serait à la fois injuste et politiquement maladroit de faire payer à la population palestinienne le prix qu'on voudrait lui faire payer en supprimant l'aide", a-t-il souligné "Je suis donc partisan du maintien de l'aide pour des raisons humanitaires et de justice".

Mais "il y a probablement des modalités à mettre en oeuvre et c'est l'un des sujets que je me propose pour ma part de traiter avec" Mahmoud Abbas, de passage à Paris dans quelques jours. La question est: "comment faire en sorte que l'aide puisse être distribuée au profit de l'ensemble des Palestiniens et dans des conditions respectueuses de la démocratie et des règles de la démocratie".

(AP- 19-04)

6-5 Point de vue de Xavier Yvon : Le 31^e gouvernement d'Israël va voir le jour

Selon la presse israélienne, les deux grands partenaires du futur gouvernement se sont entendus sur un document long de 62 articles, détaillant leur future politique commune. A en croire ce programme, à la fin de la législature, en 2007, les frontières d'Israël seront fixées, le salaire minimum sera de 1 000 dollars par mois et chaque citoyen bénéficiera d'une pension de retraite décente.

Ce programme répond ainsi, dans l'ordre, à la principale promesse électorale de Kadima, à celle des travaillistes et du Parti des retraités, qui a rejoint lui aussi la coalition.

«Fixer les frontières définitives d'un l'Etat d'Israël à majorité juive»

D'après le texte, «*le gouvernement s'emploiera à fixer les frontières définitives de l'Etat d'Israël, comme Etat démocratique à majorité juive*», ce qui implique qu'il «*faudra réduire l'étendue des implantations en Judée-Samarie*» (Cisjordanie).

Pour la forme, le document explique que ce but sera atteint par des négociations avec les Palestiniens, si possible. Sinon, Israël procédera, comme à Gaza, à des retraits unilatéraux. Un scénario des plus probables puisque l'Etat hébreu a coupé les ponts avec l'Autorité palestinienne depuis la mise place du gouvernement Hamas.

Les journaux israéliens ont salué la conclusion de l'accord. «*C'est parti*», titrait ainsi le *Maariv*. Mais un commentateur d'*Haaretz* ironise, lui, sur ce qu'il nomme «*le document le plus travaillé et le plus superflu jamais écrit*», par «*des avocats les plus chers du pays*». Selon le journaliste politique, ce genre de texte reste le plus souvent lettre morte. Il rappelle que «*le mot désengagement n'apparaissait pas dans les lignes directrices du gouvernement d'Ariel Sharon, ni Camp David dans celles du cabinet d'Ehud Barak, ni encore Oslo pour le gouvernement d'Yitzhak Rabin*».

Finaliser les accords avec les ultra-orthodoxes

Le partenaire principal enfin servi, il ne reste plus à Ehud Olmert qu'à finaliser ses accords avec les partis d'appoint, les ultra-orthodoxes du Shass et du Judaïsme unifié de la Torah. Le tout lui procurera une majorité de 73 sièges sur 120 à la Knesset.

par Xavier Yvon : un correspondant à Jérusalem

Article publié le 30/04/2006 Dernière mise à jour le 30/04/2006 à 11:16 TU

6-6 Les écologistes s'inquiètent pour le Jourdain

Le Jourdain, fleuve et voie d'eau stratégique pour la région, a perdu 97% de son volume d'eau originel et n'est plus guère qu'un canal pollué, selon l'organisation écologiste Friends of the Earth.

Aujourd'hui, la partie basse du Jourdain, qui coule du lac de Tibériade vers la Mer Morte sur une centaine de kilomètres, est terriblement polluée par le déversement d'eaux d'égoût non-traitées, et ne transporte plus que 3% de son ancien débit en eau, selon les experts.

A Gesher, sur la rive ouest du Jourdain, où se dressent les ruines d'un vieux pont romain, Gidon Bromberg, directeur de Friends of the Earth/Proche-Orient, constate: "ce que vous voyez ici aujourd'hui, c'est à peine plus qu'un tout-à-l'égoût". Venu de la rive d'en face, Mahmoud Abujaber, maire de la ville jordanienne de Muaz bin Jabal, rappelle qu'il ne cesse d'exhorter tant Israël que la Jordanie à protéger le Jourdain, et à déminer ses rives.

Premiers coupables, les projets d'irrigation agricole du nord d'Israël et l'approvisionnement en eau potable pour le pays, qui détournent la plus grande partie des eaux du lac de Tibériade et assèchent le Jourdain.

L'autre grande source alimentant le Jourdain est son affluent, la rivière Yarmouk (en Syrie puis Jordanie), mais les nombreux barrages qui y ont été construits en aval ont également considérablement réduit le volume d'eau du Jourdain. Un nouveau projet de barrage risque d'aggraver encore les choses. La majeure partie de la basse vallée du Jourdain est toujours zone militaire, interdite aux touristes:

Gesher est l'un des trois seuls endroits accessibles aux civils côté israélien.

Mira Edelstein, coordinateur israélien du Projet de réhabilitation du Jourdain, explique qu'un des objectifs des écologistes est justement de rendre plus de secteurs accessibles à la population: "si les gens voient ce qui arrive au Jourdain, ils feront pression sur leurs gouvernements pour qu'ils fassent quelque chose", estime-t-il.

Le contrôle du réseau hydrographique autour du Jourdain est une donnée stratégique cruciale pour toute la région, capitale également dans les relations entre Israël et la Syrie. Friends of the Earth de son côté espère inciter Israël et la Jordanie, qui ont inclus un projet de répartition des eaux du fleuve dans leur accord de paix de 1994, à faire inscrire le Jourdain au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Afin de tenter d'enrayer la dégradation de la situation.

AP

6-7 [Marc-Antoine Coppo](#) : Commentaire sur la mise au point de la rédaction du Monde diplomatique.

La mise au point de la rédaction du Monde diplomatique laisse malheureusement craindre qu'il n'y ait pas d'inflexion significative de la ligne éditoriale du Diplo vers des positions plus objectives sur le dossier proche-oriental. En particulier, le fait que la rédaction du Diplo renouvelle sa confiance à Dominique Vidal sur un dossier où il persiste à se fourvoyer n'est pas une nouvelle de nature à rassurer la frange la plus lucide du lectorat du Diplo.

Dans son article « l'héritage empoisonné d'Ariel Sharon » (http://www.oumma.com/article.php3?id_article=1967), Bruno Guigue écrit

: « La rupture de la coalition gouvernementale [israélienne] fut théâtralisée à l'extrême, présentée comme un déchirement insupportable. Le ralliement d'une partie des travaillistes fut interprété comme un séisme politique, abusant même Le Monde Diplomatique. » Mais pourquoi Le Monde diplomatique se laisse-t-il donc abuser par de tels faux semblants ?

Il y a quelques semaines, Dominique Vidal était l'invité du journal de la mi-journée de France-Culture, intervenant en direct du salon du livre de Paris. L'Autorité palestinienne financièrement étranglée, le président Abbas réduit au statut de potiche, le nouveau gouvernement palestinien ostracisé par la soi-disant « communauté internationale » pour cause de victoire électorale du Hamas ? L'« historien » Vidal n'avait cure de ces mauvaises nouvelles, bien décidé à concurrencer Alexandre Adler - autre « historien » célèbre - dans sa spécialité : le conte de fées pour adultes.

Dominique Vidal s'évertuait donc à convaincre les auditeurs de cette chaîne pro-sioniste que la paix était désormais à portée de main, invoquant pêle-mêle les négociations de Taba, le plan de Genève, le partage de Jérusalem désormais accepté par une majorité d'Israéliens (d'après un sondage, Vidal a toujours été friand de sondages farfelus), une partie de la droite israélienne qui vire à gauche, l'Union européenne qui va œuvrer pour la paix, etc. « N'êtes-vous pas trop optimiste ? » risqua le présentateur Antoine Mercier un peu interloqué par cette succession de billevesées. Point du tout, la foire aux illusions doit continuer : c'est une impérieuse nécessité pour le « camp de la paix » que Vidal entend incarner.

En refusant de désavouer les Israéliens sur le fond, en se contentant de souhaiter que l'Etat (juif) d'Israël soit plus moral et se comporte de manière moins agressive, en faisant preuve d'un optimisme à toute épreuve, la rédaction du Monde diplomatique contribue à entretenir de dangereuses illusions.

Marc-Antoine Coppo

20 avril 2006.

Universitaire, Nice

6-8 CAPJPO-EuroPalestine : Des sanctions contre Israël !

Le gouvernement français encourage les crimes israéliens, mais les citoyens sont de plus en plus nombreux à rejeter cette politique et à s'indigner de ces constantes violations du droit international et des droits de l'homme.

Voici un exemple de fanion qui vient de flotter au dessus d'un magasin Carrefour pendant des jours, sous le regard approbateur des très nombreux passants, traduisant le refus de l'impunité et du négationisme à l'encontre de la Palestine et des Palestiniens. Les télé, les radios, les journaux, font la sourde oreille, mais on ne pourra pas baillonner éternellement l'expression d'une exigence majoritaire d'équité.

Nous rappelons qu'un appel a été lancé l'été dernier par 171 organisations palestiniennes afin de faire pression sur les institutions nationales et internationales pour qu'elles appliquent des embargos et des sanctions contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de la lutte contre l'Apartheid, jusqu'à ce que l'Etat d'Israël applique le Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme.

Que faire contre un pays qui lance des attaques contre des zones d'habitation, tuant des hommes, des femmes et des enfants ? Amnesty International a appelé la semaine dernière l'armée israélienne à cesser immédiatement le pilonnage et les bombardements aériens de zones d'habitation civiles dans la bande de Gaza. Mais nos dirigeants n'en n'ont cure. La population israélienne, hormis quelques poignées d'opposants courageux, ne réagit pas, voire approuve les crimes commis par son armée contre un peuple sans défense.

Seule une mobilisation populaire, à l'échelle internationale, est aujourd'hui en mesure d'imposer des sanctions à un Etat qui se place hors la loi, et ne cesse d'exiger qu'on lui reconnaisse tous les droits mais aucun devoir.

CAPJPO-EuroPalestine

6-9 Coupure de presse

Point de vue de [Arafat Hijazi, Al-Destour](#).

Ceux qui ont essayé de montrer le mouvement Hamas comme ne reconnaissant pas l'OLP et que cette dernière est le représentant légitime et unique du peuple palestinien, ou de montrer le mouvement Hamas comme ne reconnaissant pas la déclaration d'indépendance émise par le conseil national palestinien au 17ème congrès de 1988, tenu à Alger, ceux-là ont distordu la réalité car ils voulaient avant tout acculer Hamas dans l'impasse et à mettre en doute ses positions, tout en sachant que la charte du Hamas et son programme électoral sont en toutes lettres en accord et même issus des constantes nationales palestiniennes -22-04...

http://www.palestine-info.cc/french/article_8576.shtml

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

7-1 : Logique d'annexion

L'autorité d'occupation a entériné dimanche 30 avril un nouveau tracé de la très contestée dite "barrière de sécurité" séparant Israël de la Cisjordanie, qui empiète profondément désormais sur le territoire palestinien pour englober deux blocs de colonies, les colonies d'Ariel et de Kedumim.

"Ces changements sont très importants et nous sommes prêts à entreprendre un suprême effort pour achever la construction de la clôture de sécurité aussi vite que possible", a déclaré Ehud Olmert, avant le conseil des ministres.

"Nous devons aller de l'avant. Les décisions que nous prenons aujourd'hui nous permettront de terminer très rapidement la construction de cette clôture et d'améliorer par conséquent nos défenses antiterroristes", a-t-il ajouté.

Le nouveau tracé réduit à peine la surface des terres palestiniennes incorporées de fait au territoire israélien et exclut plusieurs villages palestiniens qui devaient initialement être englobés par le "mur". Mais il annexe les blocs de colonies d'Ariel et de Kedumim, dans le nord de la Cisjordanie, en opérant une incursion de 22 km à l'intérieur de la Palestine.

Plusieurs groupes de défense des droits de l'homme ont dénoncé cette modification, notant qu'elle ne changeait en rien l'annexion de facto d'une partie des territoires relevant du futur Etat palestinien.

"Il ne s'agit pas d'une logique sécuritaire, mais d'une logique d'annexion", a ainsi estimé Sarit Michaeli, de l'organisation B'tselem. "Le seul changement, c'est que le gouvernement israélien le reconnaît désormais. Alors que la sécurité était précédemment la seule justification de la barrière, il est désormais évident qu'il s'agit d'une barrière politique."

Cette barrière de 670 km, qui prend tantôt la forme d'un mur, tantôt la forme d'un enchevêtrement de blocs de béton et de fils de fer barbelés, a été mise en chantier en 2002. Elle est présentée comme un dispositif de sécurité contre les infiltrations en territoire israélien de la Réistance.

Mais Ehud Olmert, successeur d'Ariel Sharon, a clairement annoncé pendant la campagne électorale qu'en l'absence de pourparlers de paix avec les Palestiniens, il fixerait d'une manière unilatérale les frontières définitives d'Israël d'ici 2010 au plus tard.

Cette frontière, a-t-il ajouté, correspondra largement au tracé de la barrière de sécurité.

Dans un communiqué diffusé dimanche 30 avril, l'autorité d'occupation souligne que le tracé reste sujet à modifications ultérieures.

Les changements adoptés dimanche, affirme-t-elle également, "sont une mesure de sécurité temporaire pour la prévention d'attaques terroristes et ne constituent pas un élément politique ni une délimitation d'une quelconque frontière".

Les Nations unies considèrent que la construction de cette barrière viole les résolutions du Conseil de sécurité et que, selon leurs calculs, son tracé ne respecte qu'à 25% la "ligne verte" qui séparait jusqu'en 1967 Israël de la Cisjordanie.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3064

(dimanche, 30 avril 2006)

7-2 Point de vue de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne : "L'arrêt de l'aide européenne n'est pas justifié et il y a urgence"

Interview réalisée le 21 -09

Qu'espérez-vous des visites que vous allez effectuer ces prochains jours, notamment en Turquie, en Norvège et en France ?

Je vais expliquer notre position, afin que les Palestiniens ne soient pas pénalisés par le blocus économique qui a été décidé [par l'Union européenne et les USA].

J'estime que l'arrêt de l'aide [directe] européenne n'est pas justifié. Si les pays européens ne veulent pas avoir de contacts avec le gouvernement palestinien [contrôlé par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas)], il existe d'autres moyens pour maintenir une aide destinée au peuple palestinien.

L'une des pistes peut consister à passer par la présidence de l'Autorité palestinienne, qui la recevrait et qui la redistribuerait. Cette option a été examinée avec différentes parties palestiniennes. Le problème de l'aide se pose déjà. De l'argent en provenance du Qatar a ainsi été versé à la Ligue arabe, mais celle-ci ne sait pas quoi en faire. Or il y a urgence.

Il faudrait que les salaires [des fonctionnaires], ou du moins qu'une partie de ces salaires soit versée le plus rapidement possible. Nous allons faire des propositions en ce sens aux Américains et aux Européens en espérant qu'elles seront acceptées. Mais pour l'instant, nous n'avons eu aucune réponse.

Que pensez-vous de la réaction du Hamas après l'attentat de Tel-Aviv?

J'espérais qu'ils allaient condamner ce qui s'est passé, malheureusement, ils ne l'ont pas fait. J'espère qu'ils changeront de position à l'avenir. J'essaie nuit et jour de les convaincre d'adopter ma politique, qui

est une politique modérée. S'ils ne le font pas, ils finiront totalement isolés, et donc incapables de remplir leur mission. Qui en souffrira alors? Ce ne sera pas le gouvernement, mais les Palestiniens.

Redoutez-vous que des pays européens se résignent à accepter le projet évoqué par le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, de recourir à l'unilatéralisme, à la fois pour se retirer de certaines zones de Cisjordanie et pour tracer les futures frontières d'Israël ?

Les Palestiniens sont catégoriquement opposés à l'unilatéralisme. Nous pensons que des retraits israéliens unilatéraux ne feront qu'entretenir le conflit au lieu de lui apporter une solution. Les Européens ne seront jamais une alternative aux Américains, mais ils peuvent pousser dans le bon sens. Les uns et les autres sont membres du Quartet avec les Russes et les Nations unies.

Ils ont adopté la "feuille de route" [*un plan de paix qui prévoit par étapes la création d'un Etat palestinien*], et ils devraient pousser les parties à la négociation. L'Union européenne ne peut pas renoncer à ce qu'elle a élaboré. L'unilatéralisme n'est pas un terme qui figure dans la "feuille de route". Il mènerait à la catastrophe.

Qu'attendez-vous du prochain gouvernement israélien ?

Qu'il débloque l'argent des Palestiniens [*le produit des taxes collectées par Israël à la place des Palestiniens mais qui n'est plus rétrocédé depuis la victoire du Hamas aux élections législatives*], et qu'il ouvre des négociations officielles et sérieuses.

Le Hamas, et à travers lui le gouvernement palestinien, entretient de bonnes relations avec la Syrie et l'Iran. Croyez-vous que ces relations privilégiées soient utiles et positives pour les Palestiniens ?

Le gouvernement palestinien doit entretenir de bonnes relations avec tout le monde, mais nous n'avons pas besoin d'un axe avec un pays particulier. Nous devons travailler avec tous les pays, qu'ils soient arabes ou non.

Quelle a été votre réaction après les camouflets diplomatiques enregistrés successivement par le ministre des affaires étrangères palestinien Mahmoud Zahar, en Egypte, où il n'a pas pu rencontrer son homologue, et en Jordanie, où il n'a pas pu se rendre cette semaine comme prévu ?

Il s'agit de décisions souveraines de la part des pays en question. C'est à eux de voir s'ils peuvent recevoir ou non tel ou tel responsable. Je souhaite pour ma part que mon gouvernement puisse être accueilli partout. Mais si ses ministres ne peuvent pas être reçus pour des raisons précises, c'est à eux de faire en sorte que les obstacles soient levés.

Les tiraillements se sont multipliés depuis quelques jours entre le gouvernement, l'administration et la présidence de l'Autorité palestinienne à propos des compétences des uns et des autres. Qu'en pensez-vous ?

Le gouvernement n'en est qu'à ses débuts. C'est normal qu'il y ait un peu de confusion. S'il y a des conflits, ils seront réglés par l'application de la loi. Le gouvernement disposera de tous ses pouvoirs. J'aime la loi et l'ordre. Nous sommes en contact permanent avec le premier ministre et pour ce qui me concerne, il n'existe pas de "shadow government" [*gouvernement bis*].

Propos recueillis par Gilles Paris - Le Monde du 21 avril 2006

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3045

7-3 Point de vue de James Petras : La tyrannie israélienne sur les États-Unis

Quel pays aurait des centaines d'espions, de taupes et de collaborateurs qui travailleraient aux États-Unis pour un gouvernement étranger impunément?

Selon d'anciens et d'actuels journalistes connaissant le sujet, et dont certains ont été récemment interrogés par le FBI (Bureau fédéral des investigations), les agents fédéraux pointent le Mossad, le service secret israélien, comme l'organisateur et le manipulateur.

L'année dernière, au cours de la plus grande enquête de contre-espionnage jamais effectuée par le FBI – plus de 100 agents des bureaux métropolitains à travers le pays – les enquêteurs ont interrogé des milliers de témoins, informateurs et suspects potentiels sur les activités d'espionnage d'Israël aux États-Unis.

Un ancien journaliste qui travaillait pour un hebdomadaire britannique m'a dit qu'en douze mois il avait été interrogé à deux reprises concernant la collaboration des mass media avec le Mossad à propos de la propagation de «désinformation» et de «nouvelles» favorables à Israël.

Expulsion massive?

À partir des conversations avec des journalistes interrogés par le *FBI*, il ressort un canevas de pénétration profonde et de grande envergure de la société étasunienne et de son gouvernement par des espions israéliens et leurs collaborateurs. Selon mes sources, le *FBI* enquêtait sur des réseaux d'espionnage israéliens depuis plus de 30 ans, mais les enquêtes étaient entravées par des politiciens des deux partis à la solde des groupes de pression israéliens et de riches financiers de campagnes pro-israéliennes. Même le *FBI* a été infiltré selon un rédacteur de l'hebdomadaire britannique *The Economist*: un témoignage enregistré par l'écrivain au début des années 80, qui impliquait Richard Perle et Paul Wolfowitz dans la communication de documents à des agents du *Mossad*, «a été retiré des fichiers du *FBI* et a disparu.» Au fur et à mesure des années les opérations des services secrets israéliens aux États-Unis, sont devenues de plus en plus effrontées et impertinentes. Les investigations ont porté sur des centaines d'Israéliens, des Israélo-étasuniens (à double nationalité) et leurs collaborateurs locaux (les «*sayanin*», sympathisants juifs des agents israéliens situés en dehors d'Israël). Le lendemain du 11 septembre 2001 dans un coup de filet des centaines d'agents israéliens qui avaient libre accès aux bureaux gouvernementaux, ont été discrètement arrêtés et expulsés. Discrètement non pas parce qu'ils ne commettaient pas de crimes sérieux, mais plutôt pour éviter de donner le flanc à des attaques politiques aux principales organisations pro-israéliennes et leurs clients au Congrès.

L'expulsion de masse des espions israéliens était la rétorsion contre Israël, pour son manque de coopération, pour ne pas avoir aidé à prévenir le massacre à New York de milliers de personnes, le 11 septembre 2001. Le *FBI* semble détenir les preuves que les services de renseignement israéliens avaient des informations détaillées concernant l'attaque terroriste du 11 septembre et qu'ils n'ont pas fourni l'information aux autorités étasuniennes. Ils ajoutent également que juste avant les attaques les Israéliens leur auraient transmis des informations déroutantes. Selon les enquêteurs du *FBI*, le *Mossad* possède le plus grand réseau d'espionnage et système de soutien de tous les pays qui opèrent aux États-Unis, et intérêt particulier, ses opérations pénètrent les plus hautes sphères du gouvernement des États-Unis, y compris de bureau du vice-président Cheney.

L'importance de l'enquête et la récente attribution massive de ressources et d'agents pour l'affaire d'espionnage israélien, est précisément due à l'épineuse question des suspects situés dans les plus hautes sphères du gouvernement. Selon le *FBI* local de Philadelphie, un seul mauvais pas pourrait faire que la haute hiérarchie étouffe l'enquête. Ainsi donc les enquêteurs étendent leurs entretiens, couvrent toutes sortes de sources, accumulent des milliers de pages de transcriptions, de sommations, de déclarations sous serment, d'écoutes téléphoniques, de vidéos de tous ceux qui pourraient être impliqués de loin ou de près dans les opérations d'espionnage israéliennes.

Malgré l'intensification des investigations, des douzaines et des douzaines d'agents israéliens et de récentes recrues poursuivent leurs opérations, et beaucoup d'entre eux bénéficiant d'une «couverture de protection» de la part des évangélistes philo-sionistes ainsi que des *sayanin*. Une cible privilégiée de l'investigation du *FBI*, mais difficile à atteindre est le *AL* – une unité secrète de *datsas* (officiers du *Mossad* qui recrutent des agents ennemis comme c'est décrit par un ancien du *Mossad*, Victor Ostrovsky dans le livre *By Way of deception* (Au moyen de la déception).

Selon mes sources journalistiques, faire passer de la désinformation israélienne, comme dans le cas de Judith Miller, était une pratique courante tout le long des années 80 et 90. Beaucoup parmi les journalistes et les éditorialistes consciemment acceptaient et publiaient ou annonçaient à télévision et la radio, de la désinformation israélienne disséminée par des agents du *Mossad* agissant comme des officiers politiques de l'ambassade israélienne.

Pourquoi maintenant?

L'investigation des opérations d'espionnage israéliennes aux États-Unis par le *FBI*, doit son départ à plusieurs éléments.

Premièrement, après des années d'étroite collaboration entre les services secrets israéliens et le *FBI*, ce dernier a été accusé – de même que la *CIA* – de «défaillance de renseignement concernant le 11 septembre 2001», sans toutefois mentionner l'absence de coopération, ni les désinformations dont ils ont fait l'objet de la part des Israéliens.

Deuxièmement, l'invasion effrontée de grande envergure par des opérateurs israéliens sur les plates-bandes du *FBI* (aux États-Unis) qui a sapé ses activités, érodé sa position comme agence de sécurité et tout particulièrement fragilisé ses opérations de contre-espionnage.

Troisièmement, la montée de Wolfowitz, Feith et Perle aux plus hauts échelons du Pentagone et de Elliot Abrams, Rubin et Libby au *National Security Council* (Conseil national de sécurité, le département d'état et le bureau du vice Président), a eu comme conséquence la fuite massive de documents confidentiels et le dévoiement de décisions délicates vers l'armée d'agents du *Mossad* et les officiers israéliens de renseignement de haut niveau aussi bien aux États-Unis qu'en Israël.

Le flux d'information des États-Unis en direction d'Israël s'est transformé en torrent incontrôlable, et pour le *FBI*, ce qui a été pire que tout fut de se trouvé marginalisé, même méprisé.

Mais le plus rageant pour le *FBI* a été d'avoir pas moins de cinq témoins prêts à témoigner contre Wolfowitz et Feith dans un incident d'espionnage antérieur, et à cause des hautes positions et du soutien présidentiel (particulièrement après le 11 septembre) dont bénéficiaient ces deux personnages hors portée. Le *FBI* était certainement conscient de la profonde infiltration des structures de l'état et du rôle clé joué par Israël en conseillant, en dirigeant et en faisant passer sa propagande et ses directives à ses agents, à ses collaborateurs et aux principales organisations sionistes, juste avant l'invasion de l'Iraq par les États-Unis.

Profitant de l'hystérie guerrière et de la propagande «anti-terroriste» déversées par l'ensemble de l'appareil idéologique israélien, les agents israéliens dans le gouvernement opéraient ouvertement et impunément défiant aussi bien le *FBI* que la *CIA* en mettant en place, de leur propre Bureau de plans spéciaux (*Office of Special Plans*), «l'opération de renseignement» clé ayant pour tâche d'alimenter directement la Maison Blanche de désinformations israéliennes.

Le début de la guerre contre l'Iraq ainsi que son occupation ont été le point culminant de la tyrannie israélienne sur Washington. Les *conseillers* pro-Israël, les membres du gouvernement, les idéologues, les porte-parole, les membres de l'AIPAC (Comité d'action politique Amérique Israël) et leurs alliés à la CPJMO (Conférence des présidents des principales organisations juives) célébraient leur succès en aiguillant les États-Unis vers la destruction complète du principal adversaire d'Israël, l'Iraq, son armée, son économie ses systèmes administratif et éducatif, ainsi que son infrastructure.

La célébration de la victoire d'Israël sur le bon sens et l'intérêt national étasunien fut de courte durée.

Alors que la résistance iraquienne gagnait en puissance, que les victimes étasuniennes augmentaient, que le coût de la guerre enflait; le public étasunien s'est détourné de la guerre, le soutien pour l'administration Bush chutait de manière vertigineuse. Avec ces changements politiques, les agents israéliens et leurs collaborateurs au gouvernement, les auteurs et les architectes de la guerre, ont perdu une partie de leur immunité face aux investigations.

Le *FBI* flairant le souffle politique favorable, augmenta sensiblement ses investigations. Des interrogatoires suivirent, ceux de Feith, de Wolfowitz, de Perle et d'autres siono-conservateurs identifiés proches des services secrets israéliens.

La toujours précautionneuse agence fédérale, se méfiant des attaques provenant des soutiens inconditionnels d'Israël au Congrès et au gouvernement (senateurs Clinton et Lieberman, secrétaire d'état Condi Rice et Vice-président Cheney) s'est concentrée sur les violations commises par trois cibles pro-israéliennes notoires – Irving «Scooter» Libby du bureau du Vice président, pour avoir révélé l'identité d'un agent secret de la *CIA*, Larry Franklin, un officiel de second niveau du Pentagone lié à Feith et à Wolfowitz, pour espionnage au profit d'Israël; et de deux dirigeants du principal groupe de pression pro-israélien l'AIPAC, Rosen et Weissman pour avoir fourni des documents confidentiels à des agents du *Mossad* à l'ambassade israélienne et «de connaître» des journalistes de la communauté de presse de Washington.

Alors que l'investigation du *FBI* sur la connexion israélienne augmentait et atteignait des niveaux encore plus élevés dans la hiérarchie de l'état, Wolfowitz, dont l'ambition dans la vie était de devenir le numéro un du département de la défense, a soudain démissionné, puis été nommé à la tête de la Banque mondiale, Feith a aussi démissionné et rejoint une société d'avocats américano-israélienne, alors que l'enquête sur Franklin, un des ses principaux canaux de transmission d'informations vers Israël, progressait.

Le *FBI* a étendu son coup de filet national contre le vaste réseau d'espionnage israélien et ses collaborateurs à l'AIPAC, à la CPMJO, aux évangélistes christiano-sionistes et à bien d'autres organisations confessionnelles.

Nouvelle tâche

Entre-temps les planificateurs israéliens, les opérateurs du *Mossad* et les officiels gouvernementaux, ont intensifié leurs campagnes pour impliquer les États-Unis dans une nouvelle guerre contre l'Iran. Chacune des principales organisations pro-israéliennes, chaque idéologue et chaque officiel dans l'administration Bush, se sont fait l'écho de la ligne belliciste. Les sénateurs Clinton et Lieberman ont déclaré publiquement que les intérêts israéliens étaient le facteur déterminant dans la politique étasunienne moyen-orientale de «Bombarder l'Iran».

Malgré les investigations du *FBI*, *AIPAC* a lancé une de ses plus virulentes et agressives campagnes de propagande de diabolisation de l'Iran, en faisant circuler des désinformations israéliennes concernant la menace de l'arme nucléaire iranienne – qui n'existe même pas – et poussé avec succès le Congrès à aboyer en obéissance à la voix de son maître. Malgré l'épouvantable débâcle qui a succédé l'invasion de l'Iraq - dans laquelle les collaborateurs israéliens ont joué un rôle décisif - ils poursuivent la même mise scène pour provoquer une guerre contre l'Iran, inventant des armes de destruction massive et des menaces à la sécurité des États-Unis.

AIPAC a fait circuler des photos aériennes de laboratoires expérimentaux iraniens qui sont bien connus et déjà inspectés, comme des «sites nucléaires secrets» à tous les membres du Congrès. Tous les grands idéologues siono-conservateurs ont débité des articles où ils répétaient comme des perroquets la ligne du parti israélien au pouvoir évoquant la «menace iranienne» et la nécessité urgente de sanctions ou d'une frappe militaire.

Aujourd'hui l'appareil pro-israélien - contrairement à l'attitude des plus grandes compagnies de pétrole aux États-Unis et à l'extérieur - est la force politique la plus influente à pousser pour une confrontation militaire avec l'Iran.

Selon un journaliste qui travaillait pour l'éditorialiste Jack Anderson, et qui a subi un interrogatoire de six heures avec le *FBI*, l'agence fédérale avait obtenu la coopération de Lawrence Franklin – ancien officiel du Pentagone condamné pour espionnage en faveur d'Israël – pour qu'il témoigne au prochain procès des anciens dirigeants d'*AIPAC*, Rosen et Weissman. Le *FBI* est maintenant entrain de négocier un arrangement avec ces derniers pour atteindre les plus hauts échelons du pouvoir d'*AIPAC* et du gouvernement fédéral. Toutefois le processus d'investigation des activités d'espionnage israéliens est lent et fastidieux précisément parce qu'il plonge profondément dans les plus importantes affaires de gouvernement et se prolonge sur un large réseau d'organisations de la sociétés civile. Étant donné la forte poussée des Israéliens pour une attaque militaire imminente contre l'Iran, il est fort improbable que les investigations seront en mesure d'affaiblir cette poussée vers la guerre.

La tyrannie

Il est toutefois plus probable, que les conséquences politiques, économiques et militaires, déplorables d'une guerre contre l'Iran – ajoutées aux pertes en Iraq et en Afghanistan – soulèveront encore plus d'animosité contre l'administration Bush et l'appareil pro-israélien. Un retour de bâton du public pourrait fournir une plus grande impulsion pour arrêter et inculper des fonctionnaires occupant des postes élevés, ainsi que parmi les millionnaires et opérateurs pro-guerre des réseaux israéliens.

Des guerres désastreuses au service d'Israël pourraient amener les citoyens étasuniens à réfléchir et réagir à la tyrannie d'Israël sur la politique étrangère étasunienne. Éventuellement nous pourrions peut-être même voir la refondation de la République étasunienne - et citant George Washington - «libre d'embrouilles avec l'étranger» et des «Benedict Arnolds» qui paradedent comme des sénateurs des États-Unis

James Petras

Note

*Le nom de «Benedict Arnold» est synonyme aux États-Unis de «traître» [NdIR].

7-4 Point de vue de [Joseph Algazy](#) : Le "flou nucléaire" israélien

Deux chercheurs israéliens, Avner Cohen et Yoel Cohen, viennent de publier chacun un livre qui traite du « flou nucléaire » considéré comme un élément stratégique de la politique israélienne. L'un et l'autre soulignent que leur livre a été, avant publication, « traité » par la censure et que, comme il est d'usage dans ce pays, ils sont contraints d'affirmer que certaines informations sont fondées sur des sources étrangères.

La principale thèse d'Avner Cohen (1) est l'existence d'une « sainte trinité » du nucléaire israélien : le flou comme politique officielle, la censure comme pouvoir coercitif et le tabou comme attitude sociale.

Non seulement cette « *sainte trinité* » a renforcé le secret sur la question, mais elle a légitimé l'absence de tout débat public. A partir du moment où Israël a eu recours au mensonge pour défendre ses secrets nucléaires vis-à-vis de l'étranger, il en a fait autant avec ses citoyens, y compris les membres de la Knesset, et même le gouvernement.

Avner Cohen le constate à juste titre : Israël est actuellement le seul des huit Etats disposant de l'arme nucléaire à maintenir le plus grand flou sur cette capacité. Paradoxalement, même les révélations de Mordehai Vanunu, un ancien technicien de Dimona, sur le programme nucléaire militaire d'Israël dans le *Sunday Times* (2), il y a près de vingt ans, n'ont rien changé.

Dans la première partie de son livre, Avner Cohen démonte méticuleusement le système utilisé par l'establishment israélien pour maintenir ce flou, à l'extérieur comme à l'intérieur. Il raconte ainsi les difficultés qu'il a personnellement rencontrées pour avoir – vainement – tenté, dans les années 1990, de faire connaître dans son pays le résultat de ses recherches sur le nucléaire en Israël. Après avoir publié aux Etats-Unis, en 1998, un livre intitulé *Israël et la Bombe* (3), il a été menacé d'arrestation et n'a pas osé, plusieurs années durant, rentrer chez lui. A son retour, en 2001, il fut soumis à de longs interrogatoires : certains organes de sécurité l'accusaient d'« *espionnage grave* ».

Selon Avner Cohen, le « *grand symbole* » du grand tabou israélien, c'est la centrale nucléaire de Dimona. Quant à son « *petit symbole* » – l'Institut biologique de Ness Ziona –, l'auteur en traite, avec des pincettes, dans la dernière partie de son ouvrage. Il évoque en particulier l'affaire Marcus Klingberg. Ce professeur, qui y travaillait, fut arrêté en 1983, jugé à huis clos et condamné pour haute trahison et grave espionnage pour le compte de l'Union soviétique à une peine de vingt années de prison. Son arrestation, son procès, sa condamnation, et même son existence, furent, pendant une dizaine d'années, l'objet du secret le plus total. Gravement malade, Klingberg a été libéré de prison en 1998, mais soumis à un sévère système de restrictions, y compris d'assignation à domicile. Après avoir dû vivre sous haute surveillance, il a enfin pu quitter le pays au début de 2003 pour s'installer en France. Avner Cohen conclut ce chapitre en affirmant qu'au « *flou nucléaire* » s'ajoute, en Israël, un « *flou chimique-biologique* »...

Pour sa part, Yoel Cohen consacre la majeure partie de son livre (4) à l'affaire Vanunu. Arrêté et condamné à dix-huit années de prison pour avoir fourni des informations sur Dimona, Mordehai Vanunu a été libéré, après avoir purgé l'intégralité de sa peine, le 21 avril 2004. Le livre comporte un entretien avec lui et, pour la première fois, cite de longs extraits des protocoles de son procès – y compris des témoignages de hauts responsables des services de sécurité d'Israël et de l'ancien premier ministre Shimon Pérès. Le dirigeant travailliste est considéré aussi bien en Israël qu'à l'étranger comme le « *père du nucléaire israélien* ». A la question de savoir si les révélations de Vanunu n'avaient pas renforcé la capacité dissuasive d'Israël, il aurait répondu, lors d'un briefing de presse : « *Je ne sais pas – au moins pas dans un cadre ouvert...* »

Tel-Aviv n'a jamais reconnu les faits dénoncés par le technicien de Dimona, et notamment son enlèvement en Italie par les services secrets de son pays, puis son transport manu militari en Israël. Or le juge d'instruction italien Dominici Sicca, après enquête, a conclu en juin 1998 que Vanunu avait en réalité collaboré avec le Mossad afin de rendre publique la capacité nucléaire d'Israël. L'intéressé nie catégoriquement cette allégation. A Yoel Cohen, il a répondu : « *La bombe ne dissuade pas. Eux [les autorités israéliennes] la détiennent pour ne pas faire la paix.* »

Ce qui frappe enfin, dans le livre d'Avner Cohen comme dans celui de Yoel Cohen, c'est la complaisance et l'hypocrisie des gouvernements des Etats-Unis comme des pays de l'Union européenne à l'égard de l'activité nucléaire d'Israël.

Joseph Algazy Journaliste, Tel-Aviv.

Notes :

(1) Avner Cohen, *Le Dernier Tabou. Le secret de la situation nucléaire d'Israël et ce qu'il faut en faire* (en hébreu), Kinneret, Zmora-Bitan, Dvir, Or Yehouda, Israël, 2005, 334 pages, 78 shekels.

(2) *Sunday Times*, Londres, 5 octobre 1986.

(3) Avner Cohen, *Israel and the Bomb* (en anglais), Columbia University, New York, 1998, 470 pages, 70 dollars (édition de poche en 1999, 478 pages, 21,95 dollars).

(4) Yoel Cohen, *Le Guetteur de Dimona. Vanunu, Israël et la bombe* (en hébreu), Editions Babel, Tel-Aviv, 2005, 416 pages, 98 shekels.

Sources : LE MONDE DIPLOMATIQUE

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

8-1 E.colonna - Publié sur CCIPPP : Campagne pour exclure Israël de la FIFA Pétition

Dans le cadre de la campagne pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre l'occupation de la Palestine par Israël : une pétition pour obtenir le retrait de l'adhésion d'Israël à la FIFA, et en réponse aux mesures israéliennes pour exclure les Palestiniens du sport international.

Des activistes pour la Palestine ont lancé une campagne pour qu'Israël soit suspendu de l'Association des Fédérations internationales de football (FIFA) afin de protester contre l'assujettissement continu du peuple palestinien, dans le cadre d'un appel général au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre l'occupation illégale de la Palestine par Israël.

La FIFA est l'organe dirigeant du football au niveau mondial et de nombreuses lettres soutenant cette action, ont été adressées à son président, Sepp Blatter. Une pétition en réseau a déjà recueilli 4 000 signatures. Les militants mettent en avant les conséquences que l'occupation israélienne a sur la vie des joueurs et les limites qu'elle met à leur carrière professionnelle.

Le point fort de la pétition met en évidence l'obstruction par Israël à la représentation et à la participation palestiniennes dans le sport international, en tant qu'élément de sa politique de refus de l'identité palestinienne. Une telle discrimination est planifiée sur la société palestinienne toute entière, le football en est juste un exemple.

Diverses mesures ont été prises par Israël pour bloquer l'équipe palestinienne de football et les athlètes palestiniens ces dernières années. L'exemple le plus récent en est le bombardement par les forces d'occupation du principal stade de football de la Bande de Gaza, laissant un cratère énorme en plein centre du terrain.

En 2004, Israël a cherché à empêcher l'équipe de foot palestinienne de participer à la compétition internationale lors de la qualification pour la Coupe du monde (FIFA), refusant à plusieurs membres de l'équipe de quitter Gaza. L'équipe palestinienne fut obligée de jouer tous ses matchs à l'étranger avec des séances d'entraînement en Egypte.

Le texte de la pétition condamne aussi les incursions de l'occupant israélien, les check-points et les bouclages qui détruisent la vie des Palestiniens. La campagne indique que le retrait de l'adhésion d'Israël à la FIFA est la seule sanction appropriée.

Cette action est la dernière étape d'une campagne en cours pour faire prendre conscience au monde du football qu'il soutient l'occupation illégale israélienne de la Palestine.

Durant ces deux derniers mois, les bureaux du club de foot Arsenal ont été inondés de lettres et de pétitions pour protester contre la décision du club de promouvoir Israël comme destination officielle de tourisme. Particulièrement au moment où la campagne « Coup de pied pour sortir le racisme du football » prend de la force.

http://www.protection-palestine.org/article.php3?id_article=2589

La pétition peut être signée sur : www.petitiononline.com/FIFAPal/peti...

Source : "Campaign Launched to Expel Israel from FIFA " Imemc & agences - lundi 1er mai 2006 - <http://www.imemc.org/content/view/1...>

Traduction : JPP publié le mardi 2 mai 2006.

8-2 De Mghys : Ne laissons pas la Suède toute seule ?

La Suède s'est retirée d'un exercice militaire européen prévu au mois de mai en Italie en raison de la participation d'Israël, indique mercredi l'AFP.

L'entraînement aérien Spring Flag en Sardaigne du 8 au 25 mai "a été organisé pour des opérations de maintien de la paix et nous ne souhaitons pas y prendre part en raison de la participation d'Israël", a

déclaré à l'AFP Nina Ersman, porte-parole au ministère suédois des Affaires étrangères. Les neuf pays concernés -- l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, Israël, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède -- devaient s'entraîner ensemble en vue d'une collaboration future lors d'opérations internationales de maintien de la paix. »

Bonjour,

Il m'est revenu un mot du cabinet du Ministre de la Défense :

" La Belgique ne participe pas à l'exercice Spring Flag, auquel participent des militaires israéliens Par contre, 5 militaires belges participent effectivement à l'exercice Volcanex, qui se tient à peu près dans la même région d'Italie et au même moment ; cette proximité dans l'espace et dans le temps n'est pas due aux autorités belges mais apparemment aux autorités invitantes (nous l'ignorions jusqu'à la semaine dernière) "

C'est déjà ça, non ?

Mais alors qui reste à danser avec Israël sous le ciel d'Italie ?

Michel Ghys

9 Annexes

9-1: UJPA- 1er mai de résistance et de lutte

Pour un premier mai de résistance et de lutte

En ce 1er mai 2006, jour symbole de la lutte de tou-te-s les travailleu-ses-rs du monde, l'Union des Jeunes progressistes arabes (UJPA) - Belgique souhaite adresser ses salutations militantes à toutes les forces progressistes libanaises qui oeuvrent pour un avenir meilleur dans cette partie opprimée du monde.

Par ailleurs, suite à la visite militante de la délégation franco belge du Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (dont l'UJPA est membre), nous adressons une salutation particulière aux militants actifs dans le cadre de la lutte pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, et de tous les prisonniers politiques détenus dans les geôles sionistes, des régimes arabes réactionnaires et impérialistes.

Dans un contexte international où l'impérialisme mondial dirigé par les États-Unis contrôle toutes les formes de pouvoir, des manœuvres sont mises en place dans le but de diviser le peuple libanais, pour garantir un contrôle total du Liban. Par ce biais, les États-Unis et leurs alliés impérialistes et sionistes veulent le contrôle des entités arabes voisines. Ils ne souhaitent, ni pour aujourd'hui, ni pour demain que le Liban puisse accéder à une réelle indépendance et à l'unité.

Cette nouvelle période de turbulences que nous vivons, dans l'extension de l'offensive barbare dont la région arabe est la cible, se trouve matérialisée par les événements d'Irak. Mais le Liban en constitue également une pièce maîtresse, et ce grâce à l'instrumentalisation de l'attentat contre l'ancien premier ministre Hariri. Cet attentat a servi de prétexte pour atteindre la Syrie, pour attaquer la résistance et ses symboles, pour empêcher tout soutien à l'Intifada en Palestine, et à la résistance en Irak ; mais aussi pour mettre en place une « paix nouvelle » avec l'entité sioniste, pour l'établissement définitif des réfugiés palestiniens hors de Palestine et, enfin, pour la mise en œuvre de la division du monde arabe selon les lignes directrices du projet impérialiste de « Grand Moyen-Orient ».

Force est de constater que les projets des gouvernants libanais sont calqués sur ceux des États-Unis et de l'entité sioniste. Les forces, appelées « d'opposition » et revendiquant hypocritement la démocratie, sont celles-là mêmes qui ont appauvri le peuple libanais et consolidé le confessionnalisme.

Ces forces confessionnelles et collaboratrices ont fait, et font toujours partie, de la bourgeoisie compradore, bourgeoisie alliée à l'impérialisme mais aussi aux régimes réactionnaires arabes. Le régime syrien, à cet égard, ne peut être ni excusé des crimes qu'il a commis en entente avec ces forces confessionnelles, ni être défendu comme rempart face à l'impérialisme.

Comme militants appartenant aux forces de gauche, il est de notre devoir, et ce sur les bases de notre analyse de la contradiction principale qui est l'impérialisme, ainsi que de notre opposition à tous les régimes réactionnaires arabes, de dénoncer le choix binaire qui est proposé aujourd'hui au peuple libanais majoritairement opprimé.

Les peuples libanais et palestinien souffrent d'une crise économique et sociale d'un niveau rarement atteint dans l'histoire ; manque de travail, faim. Les familles libanaises et palestiniennes souffrent du manque de leurs filles et de leurs fils tombé-e-s pour la résistance. Les peuples libanais et palestinien ont

l'aspiration de la libération et de l'unité de la nation arabe dans un projet politique progressiste. Tous les peuples arabes opprimés doivent aujourd'hui se libérer de deux chaînes : celles de l'impérialisme et du sionisme criminels, mais aussi celles des régimes réactionnaires qui les écrasent. En ce jour symbolique de lutte des classes, l'UJPA se réjouit de la visite de la délégation du Collectif pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah au Liban. Plus particulièrement, nous souhaitons que la solidarité et la mobilisation puissent se construire avec toutes les forces progressistes, sur une base non confessionnelle, et dans le respect des positions politiques du camarade Georges Ibrahim Abdallah. Nous espérons aussi que cette solidarité regroupe bientôt tou-te-s celles et ceux qui oeuvrent aujourd'hui pour la libération des prisonniers politiques résistants arabes, dans les prisons sionistes, celles des régimes réactionnaires arabes, et celles de l'impérialisme. Nous adressons ensuite nos remerciements les plus chaleureux aux camarades qui, sur place, n'ont pas hésité à interpeller avec nous les gouvernements français et libanais, ainsi que notre salut à celles et ceux qui, amis, proches, ont déjà ouvert avant nous pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah.
HURRIYA !

9-3 Evolution des frontières d'Israël et de la Palestine depuis 1948